

**LUTTE CONTRE
L'ANALPHABÉTISME**

**La même
rengaine**

**GRÈVE DES ÉTUDIANTS
EN MÉDECINE**

**L'impuissance
de la tutelle**

**LA MENACE
TUBERCULOSE**

**9 décès
chaque jour**

LAVÉRITÉ
laverite.ma Fondateur : Feu Abdallah El Amrani



Rapport européen sur l'islamophobie

Croisades

Grève des étudiants en médecine

L'impuissance de la tutelle

Quelle sera l'issue de la grève des étudiants en médecine et pharmacie ? Pourquoi le dialogue est-il rompu ? Va-t-on vers une année blanche ? Comment les étudiants gèrent-ils ces perturbations ? Toutes ces questions resteront posées tant que le dossier des étudiants en médecine et pharmacie ne sera pas réglé. Si du côté de l'Exécutif la décision est prise pour ne pas faire marche arrière, les étudiants persistent et semblent déterminés à aller jusqu'au bout. Mais à quel prix ?



Par Sanae El Amrani



Un nouveau palier a été franchi dans le bras de fer qui oppose les étudiants en médecine et en pharmacie aux ministères de tutelle. Très déterminés, les étudiants ont annoncé l'organisation d'une marche nationale le 25 avril sous le signe «La marche de la résistance». Un slogan fort en sens qui n'augure rien de bon pour la suite et qui, sauf décision-surprise, mènera vers une année universitaire blanche. Ce constat est partagé par Said Motaouakkil, professeur universitaire et ancien directeur de la Faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca, invité de «L'Info en Face». «Le constat, c'est que le bras de fer dure. Cette grève illimitée déclarée par les étudiants dure encore malheureusement. Malgré les tentatives de dialogue, nous constatons qu'il y a un blocage et même une radicalisation des positions», déplore l'invité. Il va même plus loin en expliquant qu'à ce jour, il n'y a pas eu de médiation pour ouvrir un vrai dialogue entre les deux parties. «Il y a eu des tentatives de mé-

diations par certaines organisations. Les étudiants se sont adressés à certaines organisations... L'ancien directeur de la Faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca reproche aux étudiants une volonté de durcir le ton et de bloquer le dialogue. «L'autorité académique ne trouve pas d'intervenants. Quand vous déclarez une grève illimitée, vous fermez toutes les possibilités !», s'indigne le responsable avant de temporiser en disant comprendre les angoisses des étudiants notamment face aux changements de paradigme dans le cadre de leur formation. «Moi, j'ai peur qu'on perde cette année surtout si l'on voit le slogan "Mieux une année blanche qu'un avenir noir", que je ne partage pas d'ailleurs, on se dit que l'année sera blanche. Cela va entraîner d'autres crises. Il va y avoir d'autres promotions qui vont vouloir faire médecine, va-t-on leur barrer la route ?» Les étudiants sont-ils allés trop loin en exigeant la révision d'une décision du gouvernement prise dans le cadre d'un chantier global de réforme du secteur de la santé ? Cette question est légitime et peut être

posée si l'on considère, comme l'avaient expliqué les ministres de la Santé et de l'Enseignement supérieur, que cette réforme intervient dans le cadre d'un plus grand projet de mise à niveau du système sanitaire et pour répondre à l'exigence de disponibilité de ressources humaines compétentes. Avant de répondre à cette question, Dr Motaoukkil est revenu sur les revendications des étudiants au-delà de la réduction du cursus de 7 à 6 ans. «Si on reprend les principales revendications des étudiants, et si on laisse de côté la durée des études allant de 6 à 7 ans, nous avons des revendications liées aux conditions de formation, des stages, des postes ouverts en matière d'enseignants-chercheurs à la Faculté de médecine, combler le déficit de médecins-encadrant... Ces préoccupations sont urgentes et doivent figurer en priorité», insiste l'invité. L'ancien directeur de la Faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca avance une idée assez particulière pour expliquer ce point. «La durée des études varie d'un pays à un autre. Elle peut être de 6, 7, voire 9 ans. Chaque pays va définir les

curricula et les matières à enseigner selon ses propres besoins. Dans l'Histoire, au lendemain de la Révolution chinoise, ils avaient formé des médecins en 3 ans pour répondre à l'urgence. Comment définit-on les curriculum ? Le commanditaire, c'est le ministère de la Santé publique. C'est lui qui a les indicateurs de la santé publique sans oublier les standards internationaux. C'est un processus cadré qui fait appel à des enseignants et des académiciens pour étudier la demande de la tutelle et adapter le curriculum, puis c'est au gouvernement de définir des décrets, etc. Je m'excuse, mais ce n'est pas aux étudiants de prendre ces décisions !», souligne l'invité. Selon lui, les étudiants ont le droit de demander des explications, d'être impliqués dans le déploiement, mais la décision revient à l'Exécutif. Définir le profil des médecins de demain est le job de la Nation, insiste le professeur. «Qui définit le profil des médecins ou la pratique médicale de demain au Maroc ? Ça se définit au niveau national. C'est-à-dire que c'est un projet sociétal qui va au-delà du profes-



sionnel de la santé lui-même, au-delà de l'étudiant. C'est supranational», insiste l'invité. Il reconnaît, toutefois, la difficulté d'atteindre l'objectif de former des médecins de qualité pour combler le déficit devant la persistance des départs des compétences vers l'étranger. «Et il y a une demande à l'extérieur, les professeurs de santé et médecins quittent le Maroc chaque année. C'est une réalité et on ne fermera jamais la porte». Cette réalité a toujours existé, la différence c'est que le Maroc est sur un chantier colossal et a besoin de ses enfants pour le réussir. «Nous sommes à la veille d'une grande réforme qui nécessite un engagement au niveau national. Maintenant, ceux qui vont faire aboutir ce projet, c'est qui ? C'est vous et moi, c'est le citoyen. C'est chacun de nous», lance le médecin. Un appel de cœur d'un médecin aux jeunes disciples. Année blanche ou pas ? C'est la question qui préoccupe actuellement les étudiants en médecine. En grève, depuis plus de trois mois, contre les conditions de leur formation et les modalités de mise en œuvre de la nouvelle réforme pé-

dagogique, ils refusent de baisser les bras et attendent la réaction des ministères de tutelle qui devront trancher à ce sujet. Il s'agit d'une période très difficile et pleine de doute, pour les futurs médecins. «Nous, les étudiants en médecine et en pharmacie, vivons des moments de profonde remise en question et de lutte. Les multiples défis que nous rencontrons, de la pression académique à l'incertitude quant à notre avenir, pèsent lourdement sur notre moral. Cependant, malgré ces épreuves, nous puisons notre force dans notre solidarité en tant que communauté étudiante», déclare Nouhaïla Marzouk, pharmacienne en instance de thèse, étudiante en sixième année pharmacie à la Faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca et membre de la Commission nationale des étudiants en médecine et en pharmacie. «Nous nous accrochons à l'espoir que nos efforts collectifs finiront par porter leurs fruits et que nous pourrions surmonter ces difficultés. Bien que cette année soit marquée par des défis sans précédent, nous restons résolus à faire face à ces difficultés ensemble, avec

courage et détermination».

La jeune étudiante que les sentiments de ses collègues en grève oscille entre l'indignation et la peur, face à la manière dont ils sont traités. «Nous aspirons à devenir des professionnels de la santé compétents, mais la diminution des heures de formation et l'absence de mesures d'accompagnement et d'encadrement dans les milieux hospitaliers et le manque des équipements adéquats dans les salles de TP des étudiants en pharmacie nous empêchent d'atteindre nos objectifs. Nous avons choisi ces études par passion, mais nous nous retrouvons maintenant dans une position où nous sommes traités comme des coupables, des traîtres, alors que nous ne faisons que défendre nos droits légitimes», confie-t-elle. Et d'ajouter que «la pression exercée sur les étudiants est énorme, et nous redoutons un avenir où le système médical pourrait s'effondrer, laissant des centaines de médecins et de pharmaciens au chômage et mettant en péril la santé des citoyens marocains. Nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout pour obtenir des

solutions concrètes à nos revendications, car une année blanche vaut mieux qu'un avenir noir pour nous et pour la santé de notre pays».

Le vide laissé par la grève prolongée pousse les étudiants à chercher de nouvelles occupations sans jamais perdre de vue leur objectif principal. «Pour certains d'entre nous, le vide laissé par l'absence de routine centrée sur les études nous affecte mentalement, alors que nous tentons de convaincre nos parents de la justesse de notre cause. Nous sommes confrontés à la répression des ministères, qui voient notre boycott comme une bataille à gagner plutôt que comme un dialogue social constructif. De plus, la suspension de nos représentants étudiants, qui n'ont pourtant rien fait de mal ni d'illégal, a accru notre stress. Face à ces moments difficiles, maintenir notre motivation et notre détermination est essentiel pour poursuivre notre lutte», affirme Nouhaïla Marzouk. «Nous nous rappelons constamment de notre objectif et nous nous soutenons mutuellement. Certains d'entre nous trouvent du réconfort dans des activités comme le sport, tandis que d'autres cherchent la compagnie de personnes positives pour nous encourager. D'autres encore font de la rédaction, du dessin, chacun selon sa passion. Certains préparent et lisent leurs polycopiés. Nous nous efforçons de rester unis en tant que communauté étudiante, en soutenant notamment ceux parmi nous qui ont été suspendus de leurs fonctions. Nous nous rappelons que ce que nous demandons sont des droits légitimes et que notre combat est pour une cause juste», poursuit-elle. souligne que les étudiants en médecine, déterminés à obtenir une formation médicale de qualité pour le bien du pays et de leurs futurs patients, sont déçus du manque d'ouverture au dialogue des ministères concernés. «Cette situation ne peut être résolue sans dialogue. Malheureusement, les ministères de tutelle continuent d'ignorer nos revendications. Cela ne nous empêchera pas de continuer à nous battre avec détermination, unis dans notre solidarité. Même si certains étudiants commencent à penser à continuer leurs études à l'étranger». Pour rappel, les étudiants espèrent obtenir grâce à cette grève des résultats concrets et tangibles qui répondent à leurs revendications. Cela inclut l'annulation de la suspension des représentants étudiants, le retour de la durée de formation à 7 ans, une vision claire pour le troisième cycle, l'élargissement des terrains de stage, des mesures d'accompagnement et d'encadrement pour les étudiants en pharmacie durant leurs stages cliniques et pour accompagner l'augmentation du nombre d'étudiants, une indemnité de stage de 1.600 dirhams par mois, ainsi que la création du Centre hospitalier universitaire (CHU) à Agadir.



Lutte contre l'analphabétisme

Une stratégie pour 2023-2035

Par Hamza Abdelouaret

L'Agence nationale de lutte contre l'analphabétisme (ANLCA) a adopté, lors d'une réunion de son conseil d'administration (CA), une nouvelle stratégie nationale pour la période 2023-2035, reposant sur quatre axes principaux, notamment le ciblage, la convergence, la qualité et la bonne gouvernance.

Présidée par le ministre de l'Éducation nationale, du préscolaire et des sports, Chakib Benmoussa, et avec la participation de l'ensemble des membres du conseil, cette neuvième session du CA de l'Agence a également approuvé le bilan de l'action au titre de l'année 2023, ainsi que le plan d'action et le budget pour la période 2024-2026. S'exprimant à cette occasion, M. Benmoussa a indiqué que la mise en œuvre de la nouvelle stratégie s'appuie sur les références nationales et internationales les plus importantes en matière de lutte contre l'analphabétisme, en tenant compte des facteurs démographiques, sociaux et économiques. Cette stratégie, a poursuivi le ministre, s'assigne aussi pour objectif d'améliorer et diversifier l'offre en matière de lutte contre l'analphabétisme, renforcer le ciblage et assurer un accès équitable à l'apprentissage, pour l'autonomisation et la mise à niveau des individus et la promotion de la société.

M. Benmoussa a souligné à cet égard que la réalisation des objectifs de cette stratégie revêt une importance capitale en raison de son impact dans le renforcement de la lutte contre l'analphabétisme en tant que levier d'apprentissage tout au long de la vie, à même de permettre une

intégration plus efficace dans la société. Le ministre, qui a mis l'accent sur la promotion du capital humain pour parvenir à un développement plus intégré et global, a souligné l'importance de redoubler et fédérer les efforts de toutes les composantes de la société, en vue de lancer une dynamique intégrée et plus forte dans la perspective d'éradiquer le fléau de l'analphabétisme.

De son côté, le directeur de l'ANLCA, Abdelouadoud Kharbouch a passé en revue les réalisations de l'ANLCA durant l'année 2023, les principaux axes de la nouvelle stratégie nationale de lutte contre l'analphabétisme, les plans d'action régionaux en la matière, outre le plan d'action 2024-2026 et les mécanismes de financement des programmes durant cette période. S'agissant du bilan

2023, il s'est articulé autour de plusieurs points, notamment l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre l'analphabétisme, le lancement officiel de l'Institut de formation aux métiers de l'alphabétisation (IFMA), l'élaboration de la stratégie de communication de l'Agence 2023-2027 et le lancement effectif d'un programme d'alphabétisation au profit des immigrés et des réfugiés au Maroc. Il s'agit aussi du lancement de l'étude stratégique sur l'apprentissage tout au long de la vie au Maroc (vision d'ici 2035), la diversification des supports numériques, notamment l'application mobile «Alpha Fellah» et la plateforme «E-Alpha Tamlik», entre autres. De même, M. Kharbouch a fait état de 1.032.099 bénéficiaires des programmes d'alphabétisation en 2023, soit plus de 9,1 millions d'inscrits depuis 2014, dont 85% sont des femmes et 65% bénéficiaires issus du monde rural, notant que 18 accords portant sur des projets structurants ont été conclus durant l'année écoulée, soit 2.352 accords signés au total. Et d'ajouter que l'ANCLA a procédé à la mise à jour des contenus des programmes d'alphabétisation dédiés à diverses catégories de la société, notamment les personnes en situation de handicap, les détenus, les artisans, avec un accent particulier sur la langue amazighe.



**J'accomplis mon devoir national
et j'apprends un métier d'avenir**

www.tajnid.ma



Inscriptions ouvertes jusqu'au 29 avril 2024, pour les jeunes de 19 à 25 ans

Jouer sa vie pour la perdre



Par Dr Imane Kendili
 Psychiatre, addictologue et sexologue

Toutes les études scientifiques de ces 50 dernières années l'affirment avec des données solides et des recherches très précises, le jeu pathologique est une addiction comportementale très sévère. Une pathologie souvent prise à la légère et peu connue du grand public et plus tolérée par les masses que l'alcool ou autres substances chimiques. Pourtant, le jeu pathologique est une grave addiction qui décime la vie de celui qui en souffre et celle de son entourage.

Le «Kemar» est pris en pitié, infantilisé ou dénigré mais accepté. Ceci prend racine dans la personnalité du joueur même qui est à décrire et à comprendre. Le joueur a une histoire commune avec ses semblables et des traits communs.

On retrouve souvent un homme aîné ou dernier de fratrie adulé par sa mère, assisté et sacralisé avec façonnement d'un cerveau dépendant dès l'enfance. La réponse à l'oralité par la mère de l'addict, mère biologique ou symbolique, passe par l'intolérance à la frustration, le non apprentissage du non et le plaisir immédiat. Le jeu pathologique fait des ravages au Maroc aujourd'hui, on parle de 2,8% de la population, mais reste en deçà des réalités de certains pays voisins notamment européens puisque bien documentés. L'écrit du journaliste écrivain Abdelhak Najib est bien à propos, il décrit de manière incisive les jeux de paris ou de grattage à coups de chiens, de chevaux ou de tirages au sort chiffrés. Cependant, bien que cela interpelle et inquiète, nous ne sommes qu'à l'orée de l'ère du Jeu qui fait suite à la suprématie du «je» de l'individualisme moderne nourri par des mères-sacrifices traditionnelles ou des mères ultra-modernes à la permissivité malade.

Le résultat est le même. Un mâle tout-puissant en fusion pour une meilleure scission d'une âme déjouée. Je le répète, il est certain que l'évolution se fait et se fera vers une augmentation du jeu pathologique sous ses différentes formes car aujourd'hui tout est fait pour jouer dans son canapé : tout se joue en ligne !

Internet a permis de tout faciliter et même plus, l'univers connecté a permis d'intégrer des enfants et des adolescents au monde du jeu pathologique. Je cite Ricardo Tejero Salguero qui nous

souligne que les jeux vidéo chez l'enfant et l'adolescent sont la correspondance directe au jeu d'argent ou jeu pathologique. Les preuves scientifiques sont claires et palpables. Les IRM fonctionnelles des cerveaux d'addicts indiquent une correspondance entre les signaux cérébraux d'un cerveau de cocaïnomanie et un cerveau de joueur pathologique. De même pour les adolescents joueurs. Nous sommes dans le système de récompense et les mêmes structures cérébrales impliquées avec les mêmes niveaux de dopamine et de réponse cérébrale objectivée. Ces constats sont très importants car l'usage des smartphones et des tablettes chez les enfants dès leur plus jeune âge implique des fragilités qui peuvent mener aux addictions comportementales et au jeu pathologique. Un enfant qui joue en ligne comme un chef doit inquiéter, ce n'est en aucun cas un enfant intelligent en ligne avec son temps.

La prévention et la réduction des risques passe par le média également car l'éducation est le maître mot du travail de la société civile et des spécialistes, d'autant plus que nous n'avons à ce jour aucune structure spécialisée dans le jeu pathologique. Devant l'absence de moyens de prise en charge, sachant que les joueurs pathologiques finissent criblés de dettes ou en prison, comment soigner ces patients puisque les addictions comportementales ne sont pas considérées chez nous comme une maladie et que les organismes d'assurances ou mutuelles ne les prennent pas en charge (les addictions avec substances non plus d'ailleurs) ? Comment les intégrer dans un processus de soins alors qu'en général ils sont au bout du rouleau et sans emploi tributaires d'un membre de la famille, si tout le monde n'a pas fui ? Nous allons droit dans le mur. En pleine conscience.



Des averses et des canicules

Sale temps pour le climat au Maroc

Par Abdelhak Najib

Les trois derniers mois ont été très révélateurs sur les réalités des changements climatiques qui frappent de plein fouet le Maroc. Deux jours de pluie, avec rafales de vent, tempêtes de poussière et des épisodes de froid, immédiatement suivies par quelques jours de canicule, avec des températures qui ont atteint dans certaines régions plus de 43 degrés au cœur de l'hiver. Du jamais vu dans l'Histoire récente du Maroc, au moins depuis 100 ans. Et c'est un cycle qui semble bien rôdé et qui s'est installé dans la durée puisque la fin 2023 et les trois premiers mois de 2024 ont suivi ce schéma immuable à la lettre. Pour les spécialistes du climat, c'est exactement ces fluctuations cycliques qui sont le baromètre pour juger de la gravité des changements climatiques dans une région. Les scientifiques l'ont étudié durant les trente dernières années dans le Golfe persique et dans toute la région du Levant à l'Est de la Mer Méditerranée. Il s'agit exactement du même processus. Des épisodes de grande sécheresse suivis par des pluies torrentielles comme celles qui frappent périodiquement l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar, le Sultanat d'Oman et le Yémen. Plus au nord et à l'ouest, c'est le même cycle qui touche la Syrie, Chypre, le Liban, la

Palestine et la Jordanie. Raréfaction des pluies saisonnières qui ont cédé la place à des tempêtes, des vents dévastateurs et des averses concentrées parfois sur quelques heures pour provoquer des déluges, avec glissement de terrain, coulée de boue et inondations dans les vallées. En ce qui concerne le Maroc, les prévisions sont déjà établies et ne souffrent aucune ombre. Toutes les projections mondiales qui se sont penchées sur la région précisent des diminutions de 10 à 20% des précipitations à travers le pays, les plus sévères se situant dans la région du Sahara. Ce sont là des prévisions à l'horizon 2100. Dans ce processus, le changement climatique réduira le manteau neigeux dans les montagnes de l'Atlas. Ce qui équivaut à une grave diminution des ressources

hydriques au Maroc due à l'impact double de la rareté des pluies conjuguées à des épisodes neigeux presque inexistant. A ces deux facteurs majeurs, les scientifiques avancent un troisième volet, très grave : la désertification qui va toucher plusieurs régions du Maroc au nord d'Agadir, une zone jadis connue pour être le tampon entre le Sud et le Nord du pays. D'ailleurs, les pics de températures de ces cinq dernières années ont tous été enregistrés dans la zone d'Agadir et régions, avec des canicules de plus en plus fortes. Dans ce sens, 2022 est l'année la plus chaude jamais enregistrée au Maroc depuis plus de 40 ans en attendant les chiffres à la fin de 2024, qui a déjà battu des records en termes de pics de chaleur, de force des rafales du vent et en termes de concentration des précipitations sur

des espace-temps très réduits. 2022 a également été une année déficitaire de 27% par rapport au niveau normal des précipitations annuelles. Cette tendance est conforme à celle observée au cours des quatre dernières années, où le déficit pluviométrique s'élevait à 32%, ce qui en fait la période consécutive la plus sèche depuis au moins les années 1960. Dans cette logique, ces dernières années, le Maroc a enregistré plusieurs phénomènes météorologiques, qui, une fois combinés, sont l'indicateur infaillible d'un dérèglement irréversible du climat dans une région : de fortes averses orageuses (44%), des vagues de chaleur (20%), des chutes de neige (20%) et de fortes rafales de vent (16%). Face à de telles réalités climatiques, le stress hydrique atteint un niveau très critique, qui nécessite désormais d'autres solutions en dehors de l'attente providentielle de quelques pluies éparses sur l'année. Aujourd'hui, le Maroc est bel et bien un pays sec, qui va souffrir du manque grandissant de ses ressources hydriques. Il est obligé d'investir dans l'eau de mer pour pallier les manques au niveau agricole, industriel et au niveau de la consommation quotidienne des ménages. Pour les scientifiques, toute autre littérature pour faire face à ce phénomène est vaine et sans résultat.



Côte d'Ivoire

Ouverture de la Mosquée Mohammed VI d'Abidjan

Le prêche du vendredi a été prononcé par le représentant du Conseil Supérieur des Oulémas du Royaume du Maroc, en présence d'un certain nombre de personnalités officielles et religieuses marocaines et ivoiriennes. A cet égard, une veillée religieuse en commémoration de Laylat Al Qadr (la Nuit du destin) a été célébrée au sein de la Mosquée Mohammed VI d'Abidjan le jour même de son inauguration, avec la participation des Oulémas, des califes de confréries soufies et des guides religieux ivoiriens et marocains, fait savoir la Fondation Mohammed VI des Oulémas africains dans un communiqué. L'animation de la Nuit bénie du destin comble de ses bienfaits, dans un climat de quiétude et de paix spirituelle, les fidèles ivoiriens et marocains. Témoignant de la Haute Vision de Sa Majesté le Roi, Amir Al Mouminine, qui reflète Son engagement particulier en faveur de la protection des constantes religieuses, la Mosquée Mohammed VI d'Abidjan œuvrera à la diffusion de la sagesse, à l'enseignement du Saint Coran, à la célébration de la prière, ainsi qu'à la promotion des valeurs nobles de paix, de tolérance et de dialogue, telles que prô-

nées par la religion musulmane. Fidèle à sa mission, la Mosquée Mohammed VI d'Abidjan optera au partage de l'expertise marocaine en matière de gestion du champ religieux et ce, sur la base des fondamentaux religieux communs entre

Conformément aux Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Amir Al Mouminine, la Fondation Mohammed VI des Oulémas Africains va procéder, en collaboration avec les autorités ivoiriennes compétentes, notamment le Conseil Supérieur des Imams, des Mosquées et des Affaires Islamiques (COSIM) et la Section Ivoirienne de la Fondation, à l'inauguration officielle de la Mosquée Mohammed VI d'Abidjan lors de la Prière du vendredi 26 Ramadan 1445 de l'Hégire, correspondant au 5 avril 2024.

les deux pays, symbolisant ainsi les liens fraternels et historiques entre les peuples ivoirien et marocain, précise le communiqué. Les travaux de construction de la Mosquée Mohammed VI d'Abidjan ont été lancés le 3 mars 2017 par Sa Majesté le

Roi Mohammed VI, Amir Al Mouminine, que Dieu L'assiste, accompagné de Son Excellence M. Alassane Dramane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire. Les travaux réalisés, par des artisans marocains, ont obéi scrupuleusement aux normes architecturales marocaines traditionnelles et authentiques dans toute leur splendeur. L'édifice de la Mosquée s'étend sur une superficie de 25.000 m² et comprend une salle de prière avec une capacité d'accueil de 7000 fidèles, ainsi qu'une salle de conférences, une bibliothèque, un complexe commercial, des espaces verts, un pavillon administratif, un logement pour l'imam et un parking.

Du sable, de l'or et de l'espoir

Il fait très beau. Ciel bleu. Journée limpide. La mer est calme. De petites vagues viennent lécher le sable, en fin de course. Pourtant, peu de baigneurs. C'est normal, ce n'est pas le week-end. Juste quelques footballeurs, des femmes avec leurs chiens, qui courent sur le sable mouillé.

Au loin, quelques couples isolés en quête de quelque instant d'intimité. Vide, peu fréquentée, Aïn Diab s'avère une belle baie. Une belle plage, sauf quelques détritiques. Mais pour le paysage et le cadre, c'est une magnifique plage. C'est là que Aziz et Driss fouillent le sable depuis trois mois. Ils triment un engin qui fait un drôle de bruit au contact du sable. C'est un détecteur de métaux, qu'ils ont acheté pas cher à un Français qui habite à Dar Bouazza : «Il nous l'a presque cédé pour rien. C'est un chic type. Le Français était un grand chercheur de pièces sur toutes les plages du Maroc. Il a été jusqu'au Sahara pour trouver des trucs. C'est un fou ce mec. Mais nous, on a appris comment manier cet engin et on se fait la main ici à Aïn Diab. Parfois, on va de l'autre côté, vers Zenata, Aïn Sebaâ. On ne sait jamais. Quand on entend parler d'un type qui a trouvé une pièce quelque part, on va sur le lieu et on tente notre chance», explique Driss, convaincu qu'un jour il va décrocher le jackpot.

Mythes de richesse

Si on en croit ce qui se dit entre rumeurs et vraies-fausses vérités, il y aurait des gars qui ont trouvé des pièces anciennes. Ils les auraient revendues au prix fort : «Je ne l'ai pas vu cet homme, mais d'autres personnes nous affirment qu'ils ont vu la pièce. C'est une pièce espagnole qui date de plus de 200 ans. On dit qu'il l'a revendue à un musée. Il a touché beaucoup de millions pour cela. Mais il a cherché pendant plus de deux ans, tous les jours». C'est vrai. Ce travail peut être fastidieux. Chaque jour, du matin à la tombée de la nuit, penché, les yeux rivés sur le sable à chercher. Et il faut s'appliquer. On ne balaye pas le sol sablonneux à la va-vite. Non, il faut prendre son temps.

Doucement. Scruter chaque parcelle avec beaucoup de minutie. Et surtout une bonne dose de calme. «Depuis deux mois, avec mon ami, on vient ici tous les jours à 6 heures du matin. Il n'y a pas un chien qui rôde dans les parages. On se met à arpenter la baie du mausolée du saint là-bas, à l'arrière de la piscine Miami. Il faut prendre son temps. Les pièces peuvent être enfouies profondément dans le sable. Si on marche vite, on peut louper la chance de devenir riches». A la question, est-ce qu'un jour vous allez trouver la pièce rare ? Les deux compères répondent de concert, une lumière soudaine dans le regard : «Tu peux en être sûr, on va trouver. C'est sûr. Tout le monde finit par trouver. C'est un métier de longue haleine. Il faut beaucoup de patience. Mais je sais qu'un jour, cette plage ou une autre me rendra riche».

Des pièces et des hommes

On a demandé aux deux chercheurs de trésors combien sont-ils à prospecter dans ce périmètre. La réponse est surprenante : «Une centaine au moins. Mais chacun vient à son heure. Certains attendant le soir avant le coucher du soleil. D'autres viennent ici à l'aube avec les pêcheurs. Chacun sa tactique. Chacun sa technique. Nous on aime quand la marée est basse et surtout pour des raisons de sécurité on préfère bosser le jour. On ne sait jamais, on trouve la pièce et quelqu'un vient nous la prendre en nous zigouillant. Tout peut arriver. Faut pas croire que c'est un métier peinarde. On les voit pas d'ici, mais il y a des gars qui guettent de loin et surveillent tout ce qu'on fait». Paranoïa de chercheurs d'or ?

Vraie peur de se faire lyncher le matin très tôt par d'autres chercheurs ? On ne saura jamais. Sauf que ce type de recherche est toléré par les autorités. «La police nous voit, mais on ne fait aucun mal. On cherche quelque chose sur une plage. On fait ce qu'il faut et on ne dérange jamais personne. On se fait petits et discret et la police nous laisse tranquilles. En tout cas quand on trouve une pièce, on est obligé d'aller la déclarer pour la revendre à un musée», assène Aziz, sûr de ce qu'il dit. Sauf que ce métier ouvre grandes les portes aux trafics et autre contrebande. Aziz lui-même raconte que certains chercheurs ont eu recours à des receleurs, des intermédiaires, des collectionneurs pour des prix assez alléchants. Pièces anciennes en argent, morceaux de bijoux en or ou en argent, ce sont là les seuls objets que l'on peut trouver. Pièces françaises, pièces de monnaie marocaines anciennes, monnaies espagnoles et portugaises, il y a de tout sur les plages du Maroc. Quand on a la passion d'un chercheur de trésor, il faut juste déboursier quelques centaines de dirhams pour acquérir un détecteur de métaux et aller marcher sur le sable en évitant les cris des sirènes et surtout les rumeurs des marchands de sable.



Rapport européen sur l'islamophobie

Croisades



Le "Rapport européen sur l'islamophobie", que l'on doit à Enes Bayrakli, enseignant à l'université turco-allemande et Farid Hafez, enseignant à l'université de Georgetown, s'appuie sur une documentation solide et une analyse des données rigoureuses pour livrer des conclusions qui font froid dans le dos.

Par Abdelhak Najib



Ce rapport signé par deux spécialistes de l'Occident et de ses rapports avec l'Islam et le Monde arabe, vient confirmer les données du Parlement européen, de la Commission européenne, du Conseil de l'Europe et d'autres institutions en Europe et en Amérique du Nord dont les conclusions convergent toutes vers un constat qui ne souffre aucune ombre : La haine anti-Islam prend de très graves proportions en Occident et elle s'est exacerbé durant les dix dernières années atteignant un seuil sans précédent depuis 2023. En effet, le rapport européen sur l'islamophobie se penche sur les raisons de cette montée en flèche de l'islamophobie : les répercussions de la guerre russo-ukrainienne, le développement de la législation et des mesures anti musulmanes dans des pays tels que l'Autriche et la France, et les incidents anti-islamiques et anti-immigrés dans les pays européens. Sans oublier la hausse des indices du racisme en Europe et en Amérique, avec des chiffres qui traduisent de manière limpide l'état des lieux des relations intercommunautaires en Europe. La première grande conclusion qui frappe du premier coup d'œil dans ce rapport est que «le sentiment hostile aux musulmans s'institutionnalise dans les pays européens». Cette affirmation est corroborée par des données infaillibles puisqu'il faut savoir, à titre d'exemple qu'en France : «la pression sur la population musulmane s'est accrue. 1727 institutions islamiques ont été mises sous contrôle, 118 institutions autres ont été fermées et 10 millions d'euros ont été saisis entre janvier et août 2022. Ces mesures dénoncées par les institutions musulmanes en France s'inscrivent dans ce que le gouvernement français a baptisé : le "plan de laïcisation". Celui-ci est mis en place pour réguler le mode de vie et les coutumes des musulmans de France en touchant les tenues vestimentaire des femmes et des jeunes filles musulmanes, «en obligeant les enseignants et les administrateurs à identifier, à signaler et à déposer des plaintes disciplinaires contre les jeunes filles portant des jupes trop longues», lit-on dans le rapport. Dans ce sens, les chiffres liés aux affaires de racisme, de violences contre les musulmans montrent l'ampleur des dégâts : «Selon un rapport publié par le Collectif contre l'islamophobie en Europe, 501 plaintes ont été

déposées en 2022, bien qu'aucune statistique n'ait été publiée par le ministère de de l'intérieur. La majorité de ces plaintes portaient sur la discrimination et l'insulte. Des infractions ont également été commises dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme». Dans cette configuration, la classe politique joue un rôle insidieux et dangereux visant à remonter les communautés les unes contre les autres, comme le souligne le rapport : «Les hommes politiques du pays tentent également d'influencer les électeurs par leur rhétorique contre les musulmans. Le rapport cite à titre d'exemple le discours d'Éric Zemmour, homme politique d'extrême droite, adressé à la police et dans lequel il déclare que "la police est en guerre contre les Français musulmans et les immigrés des régions sous-développées".

Ces mesures ne sont pas limitées à la France où la haine anti-islam est nourrie par les médias, par l'intelligentsia, par certains journaux et autres intellectuels qui ne cachent pas leur hostilité aux musulmans allant jusqu'à demander le retrait de la nationalité à des centaines de milliers d'immigrés musulmans ou alors leur renvoi dans leurs pays d'origine. En Belgique, un fait a fait l'effet d'un tollé quand le ministre de la justice Vincent Van Quickenborne a menacé l'un des imams de la Grande Mosquée de Bruxelles de supprimer le financement de l'État s'il ne démissionnait pas. «Vincent Van Quickenborne a également annulé la licence du Conseil exécutif des Musulmans de Belgique (EMB), en invoquant "l'ingérence de puissances étrangères". Pire, on apprend par le rapport que la demande de licence d'une école dont les lieux de culte sont fréquemment attaqués a été tout bonnement rejetée. Le ministre de l'éducation de la région flamande, Ben Weyts, a annoncé que la demande n'avait pas été acceptée au motif que l'école "enseigne des idées contraires aux valeurs démocratiques de la Belgique". Il faut aussi savoir que «Sur les quelque 3 000 plaintes déposées auprès du Centre fédéral pour l'égalité des droits (Unia), qui œuvre à la promotion des droits de l'homme, de l'égalité des chances et des droits ainsi qu'à la lutte contre la discrimination, 8,8 % ont été déposées par des personnes indiquant avoir été maltraitées en raison de

leurs convictions. La moitié de ces plaintes concernaient des discriminations et un tiers des discours de haine». Pourtant, à ce jour, aucune mesure n'a été prise par le gouvernement belge pour rendre justice à toutes ces personnes de confession musulmane qui ont été victimes de racisme, de violences morales et physiques et de persécution et harcèlement dans les lieux publics.

Ailleurs, l'effet boule de neige suit son cours. Dans une action inhumaine et incroyable tant son impact sur les enfants est dramatique, «les enfants d'immigrés musulmans au Danemark sont séparés de leurs familles 35 heures par semaine et suivent un enseignement fondé sur les "valeurs danoises". L'interdiction du port du voile a été mise à l'ordre du jour dans ce pays», comme le précise le rapport. Comme on peut le constater, à chaque fois, les autorités des pays européens franchissent un palier dans l'ostracisation des musulmans en s'immisçant dans leurs vies, en stigmatisant les parents et les enfants et en imposant de nouvelles règles de vie toujours plus contraignantes, toujours plus humiliantes. Les choses vont encore plus loin dans un pays scandinave dont on n'entend pas beaucoup parler en termes de traitements réservés aux communautés musulmanes. Selon une enquête menée par l'Institut danois des droits de l'homme en mars 2022, «les migrants sont 27 % plus susceptibles que les Danois d'être détenus par la police, et les enfants de migrants ont 45 % de plus de probabilités d'être détenus». Une ségrégation mise à l'index par plusieurs ONG sans résultat aucun, puisque toutes les plaintes reçoivent la même note de non-recevoir. «Selon les statistiques publiés par la police du pays, 521 crimes de haine ont été commis en 2021. Si les croyances des individus et des institutions ont été visées dans 164 d'entre eux, les musulmans constituaient environ 40 % des personnes victimes d'attaques. Sur les 792 crimes de haine commis au Danemark entre 2017 et 2021, 389 ont été commis contre des musulmans», détaille le rapport signé par Enes Bayrakli, enseignant à l'université turco-allemande et Farid Hafez, enseignant à l'université de Georgetown. En Autriche, les menaces sur les musulmans prennent des allures plus violentes. Dans ce sens, «Le siège de l'Union autrichienne de solidarité culturelle et sociale turco-islamique (Atib) a été attaqué en 2022. Les fenêtres du siège ont été brisées et des mots hostiles à l'islam ont été inscrits sur les murs de la Mosquée verte». Si pour un pays comme l'Autriche où l'extrême droite a toujours été très forte et dont l'histoire atteste d'un profond rejet de l'autre, c'est la Finlande qui surprend par des actions inattendues de la part d'un pays où les musulmans ont toujours été exemplaires et n'ont jamais fait de vagues autour de leurs us et coutumes : «Selon un rapport publié par la police finlandaise, les crimes de haine ont augmenté en 2021 pour la première fois depuis 2017, les musulmans étant le groupe le plus exposé aux crimes de haine. Riikka Purra, leader du Parti des Vrais Finlandais, connu pour sa rhétorique anti-musulmane, cité par le rapport, a déclaré que seuls les Finlandais, et non les musulmans et autres minorités, devraient bénéficier du développement de la Finlande». Clair, net et précis. Et sans appel.

Quant à l'Allemagne, les choses revêtent une autre dimension étant donné le nombre de

musulmans vivant dans ce pays. Selon une enquête du Centre allemand de recherche sur l'intégration et les migrations, 33% de la population du pays pense que certaines races sont intrinsèquement plus travailleuses que d'autres. Cela nous rappelle de vieux discours appartenant à une page noire de l'histoire de l'Allemagne où la haine raciale faisait office de politique et de loi. Parmi les personnes interrogées en Allemagne, 61% pensent que le racisme et la discrimination existent, 22% déclarent avoir été victimes de racisme en Allemagne et 45% disent avoir été témoins de racisme.

«Selon la déclaration de la police allemande, 58% des minorités ont indiqué avoir été exposées au racisme à un moment ou à un autre de leur vie. 364 crimes contre les musulmans ont été enregistrés en 2022, dont 26 attaques contre des mosquées». Des actes violents qui sont passés inaperçus tant les médias donnent dans le blackout quand il s'agit des actes anti-minorités en Allemagne. Dans ce sens, «Selon l'enquête 2022 de l'Autoritarismus-Studie de Leipzig, qui mène des études sur la xénophobie, la démocratie et l'autoritarisme, 70,2% des participants préconisent une interdiction



des immigrants musulmans, tandis que 79,3% d'entre eux se sentent étrangers en Allemagne ». Un pourcentage effrayant puisque plus des deux-tiers des citoyens veulent le rejet des musulmans. Pourtant, on peut constater que dans les résultats de la même enquête en 2020, seuls 24,7% étaient en faveur d'une interdiction des immigrants musulmans. En l'espace de trois ans, la haine a explosé flirtant avec les 80% des interrogés pensent que les musulmans sont bel et bien une menace pour leur pays. Aux Pays-Bas, un autre pays où l'extrême droite est très puissante, les choses sont

graves. Selon les statistiques annoncées par la police, 67% des attaques contre la religion ont été commises contre des musulmans. Les lieux de culte musulmans ont été fréquemment attaqués et des groupes anti-islamiques ont brûlé des barbecues autour des lieux de culte pendant le Ramadan. Pire «39 des 63 personnes qui ont déclaré avoir été victimes de discrimination au travail étaient musulmanes, et 26 des 30 personnes qui ont déclaré avoir été victimes de discrimination à l'école étaient également musulmanes», lit-on dans le rapport. Face à ces situations extrêmes, les musulmans ont

déposé 11 des 26 plaintes pour discrimination dans le secteur public et 10 des 15 plaintes pour discrimination dans les médias. 79% des 390 demandes adressées aux institutions de lutte contre la discrimination en 2022 ont été déposées par des musulmans, comme on peut le vérifier dans le rapport de Movisie, qui mène des recherches sur la discrimination.'

En ce qui concerne le Royaume-Uni, les chiffres sont également à la hausse. Le rapport nous précise que selon la déclaration du gouvernement britannique, entre mars 2021 et mars 2022, le nombre de crimes commis contre des musulmans en Angleterre et au Pays de Galles a augmenté de 26% par rapport à l'année précédente. La même déclaration indique que 3 459 des 8 730 crimes contre la religion sont des crimes contre des musulmans et qu'au moins 35% des plus de 1 800 mosquées du pays sont attaquées au moins une fois par an. Environ la moitié des attaques contre les musulmans étaient des attaques contre des bâtiments et des vols, tandis que 17% visaient des personnes dans des bâtiments.

D'autres régions de l'Europe manifestent le même rejet des musulmans. C'est le cas pour la Grèce où l'organisation Racist Violence Registry Group a publié un rapport détaillé sur les données des années 2020-2022. Il en ressort que le nombre d'agressions racistes et discriminatoires a diminué en 2021 par rapport à 2020. 72 infractions considérées comme du racisme ont été commises dans le pays, dont 28 à l'encontre d'immigrés. La police grecque a annoncé avoir recensé 44 agressions racistes en 2021, dont 17 contre une religion. Selon d'autres informations, un jeune Pakistanais de 16 ans résidant dans l'un des centres de réfugiés du pays a été secouru par deux personnes alors qu'il était battu par un groupe, puis un autre groupe d'environ 40 personnes est arrivé devant le centre et a jeté des pierres et des briques sur le bâtiment. Pour rappel, un grand nombre de musulmans en Grèce sont logés dans des centres en attendant leur renvoi dans leurs pays. Ils sont majoritairement originaires du Pakistan, d'Afghanistan et du Bangladesh. Enfin, l'Espagne qui a un lourd passé avec les immigrants musulmans, du Maghreb, du Moyen Orient et même d'Asie, les analystes ont noté un nombre croissant de crimes de haine qui ont été commis chaque année depuis 2019, comme le précisent les données du ministère de l'Intérieur espagnol. Le pays connaît une augmentation des discours islamophobe et raciste sur les médias sociaux, selon le rapport de l'Observatoire espagnol du racisme et de la xénophobie. Selon les recherches menées par cet Observatoire en juillet-août 2022, la rhétorique contre l'islam représente 20% du total des discours de haine utilisés sur les médias sociaux dans le pays, contre 14,7% l'année précédente. On le voit bien dans ce round up des réalités de l'islamophobie en Europe, plus les années défilent plus les musulmans sont menacés dans leur intégrité humaine, morale et physique. Ils sont attaqués. Ils subissent pressions et harcèlement. Leur image est défigurée dans les médias et sur les réseaux sociaux. Les politiques font de la haine de l'islam leur fonds de commerce et attisent les dissensions et les conflits dans une Europe de plus en plus fragilisée par les crises sociales et financières pointant toujours du doigt l'étranger, l'immigré, le musulman comme l'une des causes majeures de la débâcle en Occident.



Musulmans du monde, justifiez-vous !

Par Dr Imane Kendili

Les musulmans, partout dans le monde, quelles que puissent être leurs origines et leurs identités, sont sommés aujourd'hui de montrer patte blanche et de se justifier à propos de presque tout ce qui fait leur vie. Ils doivent prouver qu'ils sont des gens bien, qu'ils sont des personnes pacifiques, qu'ils sont tolérants, qu'ils sont des personnes qui croient en les valeurs de la République et des règles et codes des pays où ils ont élu domicile, par choix, par nécessité, par obligation aussi, qu'ils refusent toute forme de violence, qu'ils rejettent tous les préjugés, qu'ils disent non aux ostracismes et autres racismes en vigueur aujourd'hui dans un monde de plus en plus clivé et sectaire.

Il faut dire que plus le temps passe, plus les temps sont durs pour une écrasante majorité de musulmans qui doivent s'appliquer à montrer à tout le monde qui ils sont et qui ils ne sont pas. Comme c'est le cas en France, où il faut sortir manifester dans les rues et dire aux Français: «Regardez, nous sommes les gentils, nous n'avons rien à voir avec les illuminés de Daech. Nous n'avons rien à voir avec les terroristes ni avec aucune mouvance extrémiste et radicale. Nous sommes des gens comme vous tous, nous voulons juste vivre dignement et dans la paix sociale, si c'est possible !».

Nous avons suivi l'actualité durant plus de 15 jours en France et en Occident, il n'y a que cela : musulmans, terrorisme, Daech, État islamique. Tous dans le même panier. Le zapping des chaînes font encore et toujours le tour concentré de l'actualité du monde selon l'Occident. C'est tout bonnement triste. Tout le monde y va de son cru, tout le monde commente, donne son avis. On stigmatise, on pose des questions désobligeantes à des citoyens européens et américains, qui n'ont rien à voir ni avec Daech ni avec ce pseudo État islamique, voire même des musulmans plus laïques que les Français eux-mêmes.

Triste de devoir dire à tous : «Hé, je ne suis pas un Merah ni un Tartempion, je suis tel et je n'ai aucun problème avec l'Europe ni avec l'Amérique ni avec aucune autre contrée dans le monde. Oui, je m'appelle Mohamed, je suis musulman, mais je suis comme vous, peut-être même mieux». Il faut aussi dire que les terroristes existent partout et ne menacent pas uniquement l'Occident. Aujourd'hui, dans le monde, le terrorisme tue plus de musulmans que de non-musulmans. C'est une vérité qu'il ne faut pas oublier. Ni occulter. En Irak, en Syrie, en Palestine, au Liban, au Yémen, au Mali, en Somalie, au Nigeria, en Algérie, en Libye, en Égypte et ailleurs, ce sont des musulmans qui tombent tous les jours. Croyez-vous que ces mêmes musulmans n'ont pas envie de paix, n'ont pas envie de vivre sans bombes, sans attentats, sans dangers à tous les instants de leur misérable existence? Mais il faut aussi dire que la voix des musulmans ne s'entend pas bien, elle ne porte pas loin. Il faut dire aussi que l'intelligentsia musul-

mane se terre dans un silence terrible laissant les autres parler à sa place. C'est dans ce vide aussi que se nichent les amalgames, les faux discours, la propagande, les non-vérités. Ce que les politiques n'ont pas pu faire, c'est aux intellectuels, c'est aux artistes, c'est à la société civile de prendre leurs responsabilités, sans faux-semblants, sans alibis en allant au charbon et en affrontant à la fois la barbarie, l'obscurantisme et les stigmatisations avec des actions concrètes. C'est aujourd'hui ou jamais. Il y a eu tellement de rendez-vous ratés par les intelligences musulmanes que ceux-ci s'avèrent à la fois la dernière chance de plier cet horrible chapitre d'aveuglement et de déni des réalités de ce monde. Il est vrai qu'on ne peut pas vivre dans ce monde sans en subir le mauvais côté, mais on peut s'en tenir à des principes élémentaires : le respect de l'autre, tous les autres. On ne se préoccupe pas de la couleur de la peau des gens, de leurs confessions, de leurs cultures et de leurs origines. On les prend pour ce qu'ils sont

à la base : des êtres humains, qui ont les mêmes droits que tous, qui doivent être respectés et valorisés, parce qu'ils sont le socle humain sur lequel peuvent reposer des valeurs éthiques solides. Autrement, il est impossible de faire société. C'est aussi simple et aussi basique. Mais ce monde, ce nouvel ordre mondial tel qu'il se précise devant nos yeux aujourd'hui avance par pôles de plus en plus réduits, se construit sur l'exclusion des autres, avec en tête les musulmans, qui eux, sont encore au stade où ils doivent se poser des questions aussi bêtes et anachroniques, comme le montre ce tragique exemple : après la mort du fameux Abbas Ibn Firnas, l'homme qui voulait voler, les savants de l'Occident se sont dit : cet homme a eu une idée de génie, mettons-nous au travail pour trouver un moyen de faire voler les hommes. Les musulmans de leur côté ont posé cette terrible question : Abbas est-il mort par accident ou c'est un suicide ? Auquel cas, c'est un impie qui ira en enfer ! La belle affaire !



Guerre à Gaza

Israël mobilise une armée de juristes

Par Pascal Brunel*

L'armée israélienne a commencé à mobiliser des dizaines de juristes pour se préparer à un flot de plaintes après la guerre devant des tribunaux internationaux, notamment pour crimes de guerre.

Tsahal fourbit aussi ses armes sur le front juridique. L'armée israélienne a lancé un ordre de mobilisation générale de juristes parmi les réservistes pour se préparer à faire face à un « tsunami » de plaintes pour crimes de guerre de la part d'Etats et de multiples ONG à l'issue des combats dans la bande de Gaza. Le danger est tel que les effectifs de la division juridique internationale de l'armée dirigée par le procureur général militaire ont été très sérieusement étoffés. Autre signe des temps : le chef de cette division a bénéficié d'une promotion en passant du grade de colonel à celui de général. L'enjeu explique cette agitation. Crimes de guerre

Les militaires israéliens redoutent que des soldats, des officiers ainsi que des responsables politiques soient reconnus coupables de « crimes de guerre » par des tribunaux comme la Cour Pénale Internationale (CPI) siégeant à la Haye, ce qui pourrait aboutir à l'avenir à des mandats d'arrêts. Des généraux, des ministres pourraient par exemple être interpellés lors de leurs séjours à l'étranger. Autre

péril : la liberté d'action de l'armée israélienne pourrait être sérieusement limitée par d'éventuelles sanctions juridiques. En janvier, nous avons eu un avant-goût de ce qui nous attend, lorsque la CPI a examiné une plainte pour génocide déposée par l'Afrique du Sud », explique un avocat qui effectue des périodes de réserve au sein de la division juridique. « Au début de la guerre, nous étions l'Ukraine, désormais nous sommes considérés comme la Russie dans le monde », ajoute-t-il désabusé. L'Afrique du Sud a également pris les devants en annonçant que ses ressortissants qui ont servi dans les rangs de l'armée israélienne seront arrêtés s'ils reviennent dans leur pays d'origine. Etendue des dégâts « Ce n'est qu'un début, il faut se préparer au pire lorsqu'à la fin de la guerre,

les journalistes, les membres d'ONG, dont la plupart sont de toute façon hostiles à Israël, vont pouvoir aller constater l'étendue énorme des dégâts occasionnés par la guerre contre les terroristes du Hamas », responsables des massacres du 7 octobre dans le sud d'Israël, prévoit ce juriste. Selon lui, la première ligne de défense consistera à plaider que le Hamas est seul responsable des destructions en expliquant que le mouvement islamiste utilise systématiquement la population civile comme bouclier humain et lance la plupart de ses attaques contre les soldats à partir d'écoles, de mosquées, d'hôpitaux, ce qui explique que ces institutions civiles aient été la cible de bombardements israéliens.

Il n'est toutefois pas certain que ce genre d'arguments suffise. Israël va devoir prouver que la destruction de milliers de bâtiments a obéi à chaque fois à des « impératifs opérationnels » et non à des actes de vengeance ou à des punitions collectives. Vidéos compromettantes Autre dossier problématique : l'armée israélienne a procédé à des saisies de terrains tout le long de la frontière du côté

palestinien pour établir une zone tampon d'environ 1 km de large. Objectif : rendre plus difficile les tirs de roquettes et d'obus de mortier palestiniens vers le sud d'Israël. Cet empiètement a d'ores et déjà été critiqué par les Etats-Unis, qui s'opposent à toute réduction de la superficie de la bande de Gaza alors que la densité de la population dans cette enclave est une des plus élevée au monde. Des plaintes ont également toutes chances de s'appuyer sur les nombreuses photos et vidéos diffusées sur les réseaux sociaux par des soldats participant fièrement à la destruction de maisons pour se venger du 7 octobre ou en train d'infliger des traitements humiliants à des Palestiniens arrêtés. Conscient de l'image déplorable à l'étranger et des risques de plaintes, le chef d'Etat-major le général Herzi Halevi a lancé un récent rappel à l'ordre en interdisant aux soldats de fournir sur un plateau des documents compromettants à des pays et organisations hostiles à Israël.

* Pascal Brunel (Correspondant à Tel Aviv).

Le chiffre

100 000 pièces de cartouches pour l'armée israélienne

«La France a autorisé, fin octobre 2023, la livraison à Israël d'au moins 100 000 pièces de cartouches pour des fusils-mitrailleurs susceptibles d'être utilisés contre des civils à Gaza», d'après le journal L'Humanité





Le groupe OCP lance sa nouvelle filiale OCP Nutricrops

Par Mouna Hissi

OCP a annoncé le lancement de sa nouvelle filiale, OCP Nutricrops, visant à accélérer la transition du groupe vers des solutions de nutrition des plantes entièrement customisées, favorisant ainsi une transition agricole juste. OCP Nutricrops exploitera les capacités de production et de distribution de pointe de nutrition des plantes à base de phosphate du groupe afin de fournir aux agriculteurs les solutions customisées dont ils ont besoin pour préserver la santé des sols, augmenter les rendements agricoles de manière durable, lutter contre le changement climatique et protéger l'environnement naturel, explique le groupe OCP dans un communiqué. OCP Nutricrops a

pour mission principale d'aider les agriculteurs à accéder aux solutions les plus efficaces et durables en matière de santé des sols et de nutrition des plantes, ainsi qu'aux dernières expertises en matière d'application, où qu'ils se trouvent dans le monde, fait savoir la même source. Le système de production flexible de la nouvelle entité permet la fabrication de nutriments adaptés aux cultures, au climat et au sol. Cette nouvelle filiale du groupe propose également des formations en techniques de gestion précise des nutriments qui garantissent que les cultures reçoivent les bons nutriments, au bon dosage, au bon endroit et au bon moment – tout en minimisant les coûts pour l'agriculteur. Cette filiale, ajoutée-

on, a pour objectif de fournir des produits 100% customisés et sans carbone, avec l'ambition d'atteindre la neutralité carbone (Scope 3) d'ici 2040. Pour ce faire, elle s'appuiera sur les partenariats internationaux du groupe OCP avec des gouvernements, des chercheurs, des agronomes et des distributeurs afin de provoquer le changement systémique nécessaire à la réalisation d'une agriculture positive pour le climat.

«OCP Nutricrops sera à l'avant-garde d'une nouvelle orientation pour des solutions efficaces de santé des sols et de nutrition des plantes. Seules des solutions customisées de nutrition des sols et des plantes nous permettront d'améliorer la sécurité alimentaire mondiale tout en luttant contre le changement climatique et en protégeant l'environ-

nement naturel", a déclaré Soufiyane El Kassi, PDG de la nouvelle entité cité dans le communiqué. Et d'ajouter que l'entreprise s'engage à travailler en collaboration avec les agriculteurs et toutes ses parties prenantes pour accélérer le passage vers des solutions entièrement customisées et centrées sur l'agriculteur, lesquelles sont nécessaires pour mener une transition agricole juste". En plus de ses équipes internes d'agronomes dédiées, OCP Nutricrops s'appuie sur l'expertise de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) et de ses partenaires internationaux, en faisant levier sur les dernières avancées technologiques et les données agricoles les plus précises. À travers sa cartographie avancée des sols et la création de produits customisés, la filiale promeut une santé optimale des sols et aide les agriculteurs à maximiser leur rendement, tout en protégeant l'environnement et en luttant contre le changement climatique.



Les exportations marocaines de phosphates, de l'automobile et de l'aéronautique en hausse

Après un allègement de 7,3% en 2023, le déficit commercial s'est amélioré de 12,4% à fin février 2024. Cette évolution est le fruit d'une croissance dynamique des exportations, boostée par les performances solides des secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et des ventes de phosphates, combinée à un recul des importations, notamment la facture énergétique. Le taux de couverture gagne ainsi 4,5 points. Évolution prometteuse de la situation des comptes extérieurs du Maroc. La balance commerciale continue de s'améliorer, avec un déficit réduit de 12,4%, soit de 5,9 milliards de DH, à fin février 2024. Cette avancée est attribuable à une progression dynamique des exportations, dopée par une solide performance de l'automobile, de l'aéronautique et des ventes de phosphates, conjuguée à un repli des importations, selon les données publiées par l'Office des changes, sur la base des déclarations douanières. Dans le détail, les exportations enregistrent une augmentation de 6,1% à 73,75 milliards de DH (MMDH). L'automobile reste le premier secteur exportateur, ses ventes évoluant de 12% à 24,27 MMDH, tirées par les segments de la construction (+13,5 à 10,70 MMDH) du câblage (+9% à 8,3 MMDH), mais aussi de l'intérieur véhicules et sièges (+24,2 à 1,32 MMDH). Le secteur des phosphates et dérivés affiche également une bonne performance, soit une croissance de 8,2% à 11,66 MMDH. Cette évolution est due principalement à une hausse de 10,7% à 8,26 MMDH des ventes des engrais naturels et chimiques. Et ce n'est pas tout. L'aéronautique cartonne aussi avec un gain de 18,7% à 3,89 MMDH, suite essentiellement à une augmentation de 29,1% des ventes du segment de l'Assemblage. S'ajoute le secteur de l'Électronique et l'électricité dont les expéditions ont bondi de 6,6% à 3,90 MMDH. En revanche, l'Agriculture-agro-alimentaire (-0,7%) et le Textile et cuir (-1,7%) affichent une légère baisse. Pour ce qui est des importations, elles s'établissent à 115,50 MMDH, soit un recul de 1,4%. On note surtout une baisse de 11,6% de la facture énergétique à 18,59 MMDH. Ceci suite, essentiellement, à la chute des approvisionnements en gaz de pétrole et autres hydrocarbures de -29,8% sous l'effet prix en recul de -35,5%. En revanche les quantités importées augmentent de 8,8%. Par ailleurs, les importations des produits alimentaires ont reculé de 4,3% à 14,56 MMDH, tirées par la baisse des achats de maïs (-52,3%) et des tourteaux (-39,9%), contrebalancée par la hausse des approvisionnements en blé (+8,3%). Pour les autres segments, on note surtout une hausse des importations des produits finis de consommation (+4,4%), des demi-produits (+3,8%) et une quasi-stabilité au niveau des produits finis d'équipement (+0,6%). Ainsi, suite à ces évolutions, le taux de couverture gagne 4,5 points à 63,9% à fin février 2024. À noter que les indicateurs de l'Office des changes montrent que les transferts de fonds effectués par les Marocains résidant à l'étranger ont atteint 17,70 MMDH à fin février 2024, en hausse de +1,5%. Les recettes des investissements directs étrangers (IDE) au Maroc ont, elles, bondi de 17,5% à 6,49 MMDH. Les flux net IDE ressortent ainsi en hausse de 24,9% à 4,41 MMDH. S'agissant des recettes Voyages, elles ont diminué de 6,7% à 14,87 MMDH à fin février 2024.

Les ventes de voitures neuves en baisse de plus de 3% à fin mars



Les ventes globales de voitures neuves au Maroc se sont établies 35.680 unités à fin mars, en baisse de 3,09 % par rapport à la même période de 2023, selon les statistiques mensuelles de l'Association des importateurs de véhicules au Maroc (Aivam). Le marché automobile national connaît un ralentissement, avec un total de 35.680 véhicules écoulés au cours du premier trimestre de cette année. Cela représente une baisse de 3,09 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les données de l'Association des importateurs des véhicules au Maroc (Aivam) révèlent un recul de 5,97 % pour les ventes de véhicules particuliers (VP), avec 31.741 unités immatriculées, tandis que les ventes de véhicules utilitaires légers (VUL) ont chuté de 28,77 %, avec 3.939 unités vendues. En mars seulement, les livraisons de véhicules ont enregistré une baisse de 5,79 % par rapport à l'année précédente. Seulement 12.831 unités ont été vendues le mois dernier, contre 13.619 unités à la même période l'an passé. Les ventes de voitures particulières (VP), qui représentent la majeure partie de ce volume avec 11.204 unités, ont reculé de 10,19 % par rapport à l'année précédente. Les véhicules utilitaires légers (VUL) n'ont pas fait mieux, enregistrant seulement 1.627 immatriculations, soit une baisse de 42,22 %. Dans le classement des voitures particulières (VP) les plus vendues, Dacia conserve sa position de leader incontesté, avec une part de marché de 24,7 %, représentant 2.767 unités vendues à fin mars 2024. En deuxième position, on retrouve Renault, avec 1.924 unités vendues (part de marché de 17,17 %), suivi de près par Hyundai, occupant la troisième place avec 817 ventes et une part de marché de 7,29 %. Dans la catégorie des véhicules utilitaires légers (VUL), Renault se positionne en tête avec 494 unités vendues, représentant une part de marché de 30,36 %. Mitsubishi se classe en deuxième position avec 280 véhicules vendus, soit une part de marché de 17,21 %, suivi par Toyota avec 163 unités vendues et une part de marché de 10,02 %. Deux marques ont connu une évolution significative en mars 2024 par rapport à la même période de l'année précédente. Fiat a vendu 427 unités, soit une augmentation de 62,98 % par rapport aux 262 ventes en mars 2023. De même, Seat a écoulé 252 unités, enregistrant une augmentation impressionnante de 93,85 % par rapport aux 130 ventes de mars 2023. Dans le segment premium, Audi occupe la première place avec 361 unités vendues, représentant une part de marché de 3,22%. Elle est suivie de près par BMW, qui a écoulé 321 unités, soit une part de marché de 2,87%. Mercedes complète le trio de tête avec 278 unités vendues, représentant une part de marché de 2,48%. En revanche, Land Rover a connu une baisse de 27,88 % par rapport à la même période de l'année précédente, avec seulement 75 unités vendues (contre 104 en mars 2023). Quant à Jaguar et Porsche, ils ont enregistré des reculs légers de 9,09 % et 4,69 % respectivement.

BMCI affiche de solides performances en 2023

Le groupe BMCI a fait un bon exercice 2023. Tous les indicateurs de la banque sont dans le vert. Le PNB monte ainsi à 3,4 milliards de DH, en hausse de 12,6%. Cette amélioration est essentiellement le fait de la hausse du résultat des opérations de marché et de la marge d'intérêt qui sont montées respectivement de 58,7 et 5,9%. La machine des crédits de BMCI a également tourné à plein régime. Les crédits par caisse à la clientèle consolidés ont ainsi atteint 58,9 milliards de DH, en amélioration de 8%. Le groupe BMCI affiche de solides performances en 2023. La filiale marocaine du groupe BNP Paribas a ainsi engrangé un produit net bancaire consolidé (PNB) de 3,44 milliards de dirhams, en progression de 12,6%. Cette amélioration est essentiellement le fait de la hausse du résultat des opérations de marché et de la marge d'intérêt qui sont montées respectivement de 58,7 et 5,9%. Au niveau des comptes sociaux, le PNB s'élève à 3,20 milliards de dirhams, s'appréciant de 8,9% par rapport à fin décembre 2022. S'agissant du résultat net consolidé, il s'établit à 171 millions de dirhams à fin 2023, soit une baisse de 7,5% par rapport à fin décembre 2022. Au niveau des comptes sociaux, le résultat net s'établit à 194 millions de dirhams, soit une baisse de 20,6% par rapport à



décembre 2022. «La baisse du résultat net est due à la charge d'impôt suite au dénouement du contrôle fiscal à la BMCI portant sur les exercices 2019 à 2022», précise Hicham Seffa, président du directoire du groupe, qui s'exprimait lors de la conférence de presse consacrée à la présentation des résultats de la banque, le 1er avril à Casablanca. Le résultat avant impôt consolidé ressort quant à lui à 613 millions de dirhams à fin décembre 2023, soit une hausse de 46,8% par rapport à fin décembre 2022. Pour les comptes sociaux, le résultat avant impôts enregistre une hausse de 39,8% par rapport fin décembre 2022. Concrètement, les

crédits par caisse à la clientèle consolidés ont atteint 58,9 milliards de dirhams en 2023, affichant une amélioration de 8%. De même, les dépôts de la clientèle consolidés affichent une hausse de 7,2% pour atteindre 47,5 milliards de dirhams à fin décembre 2023, contre 44,3 milliards de dirhams en 2022. Les ressources non rémunérées représentent 75,7% à fin décembre 2023. Les engagements par signature consolidés se sont établis à 15,8 milliards de dirhams, en baisse de 4,6% par rapport au 2022. À fin décembre 2023, les frais de gestion consolidés s'élèvent à 2,19 milliards de dirhams. Par ailleurs, le coefficient d'exploitation consolidé s'aff-

fiche à 63,7% à fin 2023, en baisse par rapport à 2022. La banque fait état d'un coût du risque consolidé en hausse de 12,8% à fin 2023, reflétant une politique prudente en matière de provisionnement. Le taux de couverture des créances par les provisions des comptes sociaux s'établit à 80,75%. Rappelons que l'agence internationale de rating Fitch a confirmé au mois de janvier dernier les ratings de la BMCI, traduisant sa solidité financière. Selon le management de la banque, ces notations sont parmi les «meilleures» obtenues à l'échelle nationale. Selon son président de directoire, BMCI est bien engagée dans l'exécution de son plan stratégique «Twenty4Change» avec la délivrance de plusieurs chantiers structurels. Le plan de développement de la banque s'articule, en effet, autour de 5 priorités majeures. La première consiste à faire progresser le PNB à un rythme beaucoup plus important par rapport à celui du marché. Deuxième priorité du groupe, améliorer la satisfaction client en intégrant le premier tiers des banques de la place. L'amélioration de la qualité de l'expérience collaborateur et le développement d'une marque employeur forte, engageante et engagée figurent en 3e priorité de la banque. Il s'agit également d'accroître l'efficacité, d'optimiser le coefficient d'exploitation et d'améliorer la rentabilité de la banque. BMCI espère ainsi devenir la banque de référence au Maroc pour les clients recherchant des prestations à forte valeur ajoutée et qui met à leur service l'expertise et l'exigence de qualité de la maison mère BNP Paribas.

Abdelhakim Amine nommé Directeur Général Délégué d'Afriquia Gaz

Le Conseil d'Administration d'Afriquia Gaz a procédé à la nomination de Abdelhakim Amine au poste de Directeur Général Délégué. Abdelhakim Amine a été nommé Directeur Général Délégué d'Afriquia Gaz. M. Amine succède ainsi à Tawfiq Hamoumi, nommé Directeur Général du Pôle Gaz d'Akwa Group, indique la société dans un communiqué, ajoutant que leur prise de fonction est effective à partir du 1er avril 2024. Le Conseil d'Administration a également pris acte de la nomination de M. Hamoumi en tant qu'administrateur, en remplacement de Rachid Idrissi Kaitouni, nommé au poste de Directeur Général du Pôle "Transition Énergétique, Environnement & Développement Durable" au sein d'Akwa Group, fait savoir la même source.



Baisse des recettes de voyages à moins de 15 milliards de DH à fin février 2024

Les recettes voyages se sont établies à 14,87 milliards de DH à fin février 2024, contre 15,94 MMDH à la même période de 2023, indique l'Office des Changes, soit une baisse de -6,7%. Les dépenses voyages au titre des deux premiers mois de l'année 2024 se sont élevées, de leur côté, à 4,71 MMDH. Ainsi, le solde excédentaire des voyages s'est établi à 10,16 MMDH à fin février dernier, contre 12,25 MMDH une année auparavant. D'un autre côté, les transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE) se sont élevés à 17,7 MMDH à fin février 2024, en hausse de 1,5% par rapport à la même période de l'année dernière, selon les derniers chiffres de l'Office des Changes. Les transferts de fonds effectués par les Marocains résidant à l'étranger (MRE) ont atteint 17,70 milliards de dirhams (MMDH) à fin février 2024, contre 17,44 MMDH une année au-

paravant, selon l'Office des Changes. Ces transferts ressortent ainsi en hausse de 1,5% (+259 millions de dirhams (MDH)) depuis le début de l'année, précise l'Office dans son bulletin sur les indicateurs mensuels des échanges extérieurs du mois de février. L'Office fait aussi état d'un excédent de la balance de services en baisse de 3,1% (-629 MDH). Cette évolution s'explique par une hausse de 13% des importations de services, plus importante que celle des exportations (+4,6%), précise la même source. S'agissant des recettes voyages, elles se sont établies à 14,87 MMDH à fin février 2024, contre 15,94 MMDH un an auparavant, soit une baisse de 6,7% (-1,06 MMDH). En revanche, les dépenses voyages se sont chiffrées à 4,71 MMDH à fin février 2024, contre 3,68 MMDH à fin février 2023 (+28,1%). L'excédent des voyages s'est ainsi établi à 10,16 MMDH sur la même période contre 12,25 MMDH un an auparavant.



Le CESE et la CGEM consolident leur partenariat

Le CESE et la CGEM ont signé une convention de partenariat pour promouvoir la réflexion et le dialogue en faveur du développement socio-économique. L'accord signé par Ahmed Reda Chami, président du Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) et Chakib Alj, président de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), vient matérialiser la volonté et l'engagement des deux acteurs à travailler ensemble, via l'échange d'expertise et la promotion de la réflexion commune et du dialogue, sur des sujets liés au développement socio-économique de notre pays, tels que la durabilité, l'intégration de l'informel, la législation du travail, le développement du capital humain, la digitalisation, le développement des territoires, ou encore la promotion de la participation économique des femmes. «Ce partenariat survient à un moment où toutes les forces vives du Royaume doivent réfléchir ensemble aux moyens d'opérationnaliser les leviers capables de donner une impulsion nouvelle à la croissance économique de notre pays et à la création d'emplois de qualité. Il vise, notamment à prendre en considération l'avis des acteurs du secteur privé, pour élaborer et présenter des clés de lecture et émettre des recommandations opérationnelles pour accélérer davantage la dynamique d'investissement et saisir les opportunités qui se présentent au Maroc, à horizon 2030", indiquent les signataires. Dans le cadre de leur collaboration, le CESE et la CGEM prévoient ainsi le partage de leurs publications respectives, l'organisation régulière de rencontres thématiques et d'espaces de dialogue sur tous les territoires et la réalisation de travaux de réflexion communs. La cérémonie de signature a également été marquée par un atelier citoyen consacré à la thématique "Pour une économie circulaire des équipements électriques et électroniques : du déchet à la ressource " qui a connu la participation de plusieurs contributeurs des deux institutions. Cette thématique, portée en auto-saisine par le CESE, fera l'objet d'un avis publié par le Conseil.

Arçelik finalise le rachat des activités de Whirlpool au Maroc



La conclusion de la transaction pour Arçelik, société mère de Beko, vise à acquérir la pleine propriété des activités de Whirlpool au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA). Grâce à cette opération, Arçelik possède désormais les entités des Émirats arabes unis et du Maroc de Whirlpool et gère les opérations commerciales de MDA de Whirlpool dans la région MENA. Avec l'intégration de l'activité MENA de Whirlpool, Arçelik franchit une autre étape importante dans son parcours de croissance transformatrice, réaffirmant sa position en tant que fournisseur mondial de premier plan d'appareils électroménagers durables, dans le cadre de son engagement en faveur de la croissance et de la fourniture de produits et services de premier plan aux consommateurs et aux partenaires, indique le groupe Arçelik dans un communiqué.

Les marques qu'Arçelik proposera sur le marché MENA grâce à cette acquisition sont Whirlpool, Ariston, Indesit, Hotpoint, Hotpoint-Ariston, Bauknecht et Ignis, tandis que les activités Insinkerator, KitchenAid et Maytag de Whirlpool sont exclues, et Whirlpool et Ariston sont limités à un titulaire de licence dans une juridiction donnée. Akin Garzanli, directeur du marketing et directeur de la clientèle de la région MEA, Russie et CEI, a exprimé son enthousiasme et sa confiance à l'égard de la transaction, déclarant : "Je suis ravi de constater l'achèvement réussi de notre démarche stratégique visant à acquérir les activités de Whirlpool dans la région MENA. Arçelik est une entreprise mondiale de premier plan dans l'industrie de l'électroménager avec 55.000 employés et 45 installations de production. Bientôt, elle ajoutera une usine de pointe en Égypte, qui est sur le point de fonctionner, prête à apporter l'innovation et l'excellence sur le marché. Avec cette nouvelle intégration, nous nous rapprochons de notre ambition de devenir la première entreprise d'appareils électroménagers de la région. Nous réaffirons notre engagement à fournir des produits de premier ordre aux consommateurs de la région MENA, en mettant l'accent sur la qualité et la durabilité. Nous continuerons à donner la priorité au bien-être de la planète et de ses habitants, et nous resterons attentifs aux besoins de nos consommateurs, de nos communautés et de nos employés tout en continuant à croître et à évoluer de manière durable".

La CTM rachète 51% du capital de Africa Morocco Link détenus par Bank Of Africa



O Capital Group, détenu par Othman Benjelloun, confie à la CTM le développement de Africa Morocco Link, via le rachat de la participation majoritaire de Bank Of Africa (51%) dans la compagnie de transport maritime.

La Compagnie de Transports au Maroc (CTM) annonce le rachat de la participation majoritaire de Bank Of Africa dans la compagnie de transport maritime Africa Morocco Link (AML). La réalisation effective de l'opération est soumise à l'obtention des autorisations des autorités compétentes. La transaction entre Bank Of Africa et CTM, deux entités appartenant à O Capital Group détenu par Othman Benjelloun, permettra de poursuivre le développement d'AML en s'appuyant sur l'expertise de CTM en matière de transport de passagers et de marchandises. Avec cette nouvelle acquisition, CTM vient confirmer sa récente stratégie de diversification et marque l'entame d'une nouvelle phase de croissance pour devenir l'acteur de référence de la mobilité multimodale de personnes et de marchandises au Maroc et dans la région. Pour rappel, AML est née en juin 2016 d'un partenariat entre Bank Of Africa (51%) et l'armateur grec Attica Holdings SA (49%) dans une démarche volontariste entreprise par Bank Of Africa pour préserver et développer le pavillon maritime national. L'entreprise a son siège à Tanger et exploite des liaisons de ferries fret et passagers entre Tanger Med et Algesiras. Cet été, la compagnie devrait également lancer une nouvelle liaison entre Tanger Ville et Tarifa.

Quatrième réunion annuelle de suivi de la Convention Anticorruption dans le Secteur Financier

L'instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) et les trois Autorités du secteur financier, Bank Al-Maghrib, l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC) et l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS), ont tenu le 4 avril 2024, leur quatrième réunion annuelle de haut niveau dédiée au suivi de la Convention de Coopération dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la corruption dans ce secteur, signée entre les quatre institutions en novembre 2019. Cette réunion a été l'occasion d'échanger sur l'évolution du phénomène de la corruption aux niveaux international et national, et de mesurer les efforts déployés durant ces dernières années pour créer les conditions d'une transition réussie vers une nouvelle ère de prévention et de lutte contre la corruption au Ma-

roc. La réunion a ensuite été consacrée à l'examen du bilan de la mise en œuvre de la Convention susmentionnée au titre de l'année 2023 et à l'approbation de la feuille de route pour 2024. L'année 2023 a, ainsi, été marquée par le déploiement d'un programme de formation et de sensibilisation qui a bénéficié à plus de 930 cadres et responsables relevant des acteurs sectoriels et des Autorités signataires de la Convention. En outre, des actions de partage d'expériences entre les quatre Autorités et les acteurs de l'écosystème national se sont poursuivies à travers, notamment la tenue de la 2ème édition du forum des organismes nationaux certifiés ISO 37001 et de plusieurs ateliers d'échange autour des dispositifs de maîtrise du risque de corruption, en particulier les dispositifs de gestion des conflits d'intérêts. Parallèlement, l'AMMC et l'ACAPS ont finalisé le déploiement et la certification de leurs systèmes de manage-

ment anticorruption selon la norme ISO-37001, avec l'objectif d'étendre cette dynamique à leurs écosystèmes respectifs, à l'image de l'approche adoptée par Bank Al-Maghrib pour le secteur bancaire. En effet, plusieurs établissements de crédit ont parachevé, en 2023, le déploiement ou encore la certification de leurs dispositifs anticorruption, conformément à la directive de Bank Al-Maghrib relative à «la prévention et la gestion par les établissements de crédit du risque de corruption», publiée en mai 2022. S'agissant de l'année 2024, les efforts visant le développement des capacités des acteurs sectoriels, notamment en matière de gestion du risque de corruption et de renforcement du cadre réglementaire y afférent, seront poursuivis. Il en est de même de la dynamique d'échange et de partage d'expériences avec les autres secteurs et acteurs concernés à l'échelle nationale et internationale.



Le groupe LABELVIE célèbre la réussite des femmes d'Al Haouz

Dans le cadre de son engagement en matière de responsabilité sociétale d'entreprise (RSE) sous l'initiative « Ma3a Al Haouz », le Groupe LabelVie a entrepris une action sociale dédiée à l'autonomisation économique des femmes d'El Haouz et à leur insertion professionnelle sur le marché du travail. À l'occasion de la Journée Internationale des Droits des Femmes, le Groupe LabelVie a lancé en partenariat avec le restaurant Dar Bajdi à Amizmiz et l'Académie Marocaine des Arts Culinaires, une formation en « Cooking Class » destinée à une quinzaine de femmes issues d'Amizmiz et de sa région. Ces femmes, touchées par le chômage et les séquelles sociales et familiales du séisme du 8 septembre, ont ainsi bénéficié de cette initiative. Le 2 avril 2024, le Groupe LabelVie a célébré au sein du Restaurant Dar Bajdi l'achèvement de cette formation culinaire. La cérémonie de remise des attestations de formation s'est déroulée en présence des représentants du Groupe LabelVie, de l'Académie Marocaine des Arts Culinaires, partenaire pédagogique de la formation, et des familles des lauréates. D'une durée totale de 100 heures, alliant théorie et pratique, cette formation a permis aux participantes d'acquérir des compétences essentielles en cuisine marocaine et internationale, ainsi qu'en pâtisserie. La remise des attestations de réussite a été un moment empreint d'émotion, chaque participante étant saluée pour son engagement et sa détermination tout au long de la formation. Pour Naoual Benamar, Directrice Générale du Groupe LabelVie, qui a exprimé sa fierté et sa gratitude envers les femmes d'Amizmiz : "Nous sommes extrêmement fiers des progrès réalisés par les participantes de cette formation. Offrir des opportunités d'emploi et de stage est une concrétisation de notre engagement envers l'autonomisation des femmes. Cette cérémonie est un témoignage vibrant de leur volonté et de leur détermination." Cette initiative témoigne de l'engagement continu du programme RSE "Ma3a Al Haouz" du Groupe LabelVie en faveur de l'amélioration des conditions de vie des familles d'Al Haouz et de l'émancipation des femmes.



Mini Countryman

L'art et la manière

Par Ayoub Lahkimi

Le nouveau Mini Countryman allie prestance et polyvalence avec un design urbain distinctif et des fonctionnalités innovantes telles que l'écran circulaire et le Mini Intelligent Personal Assistant. Il offre un confort accru et une variété de motorisations, allant de l'essence à l'électrique, pour répondre à différents besoins.

Mini Maroc dévoile le nouveau Countryman, offrant une prestance améliorée et une polyvalence inédite. Cette génération se distingue par son espace intérieur accru et ses équipements de sécurité renforcés. Il s'agit de la première nouveauté de Mini Maroc depuis un bon moment, préfigurant le lancement prochain d'une gamme électrique complète. Avec ses dimensions de 4,43 mètres de long, 1,84 mètre de large et 1,66 mètre de haut, le Countryman offre polyvalence et espace pour un usage quotidien. L'empattement élargi à 2,70 mètres améliore le confort, tandis que le modèle Cooper, fabriqué en Allemagne, vise le plus haut niveau de respect environnemental lors de sa production, selon Mini. Mini s'inspire du concept de «Charismatic Simplicity» pour le design du nouveau Countryman,

lui conférant un caractère urbain distinctif. Les proportions de la voiture, marquées par des porte-à-faux réduits, un capot court et un empattement long, associent l'ADN du design Mini à un profil robuste, idéal pour le tout-terrain. Avec un coefficient de traînée de 0,26, le Countryman affiche une meilleure aérodynamique, contribuant à des performances plus éco-responsables. Le design extérieur se caractérise par des surfaces lisses et un toit légèrement incurvé, créant une transition harmonieuse avec le montant C évoluant selon la finition. La face avant a été revisitée avec une signature lumineuse personnalisable, offrant des détails uniques en fonction du niveau de finition. Les projecteurs à LED diurnes ajoutent une touche distinctive au modèle, avec la possibilité d'opter pour trois signatures lumineuses réglables en option. Le nouveau Countryman présente une allure minimaliste et impo-



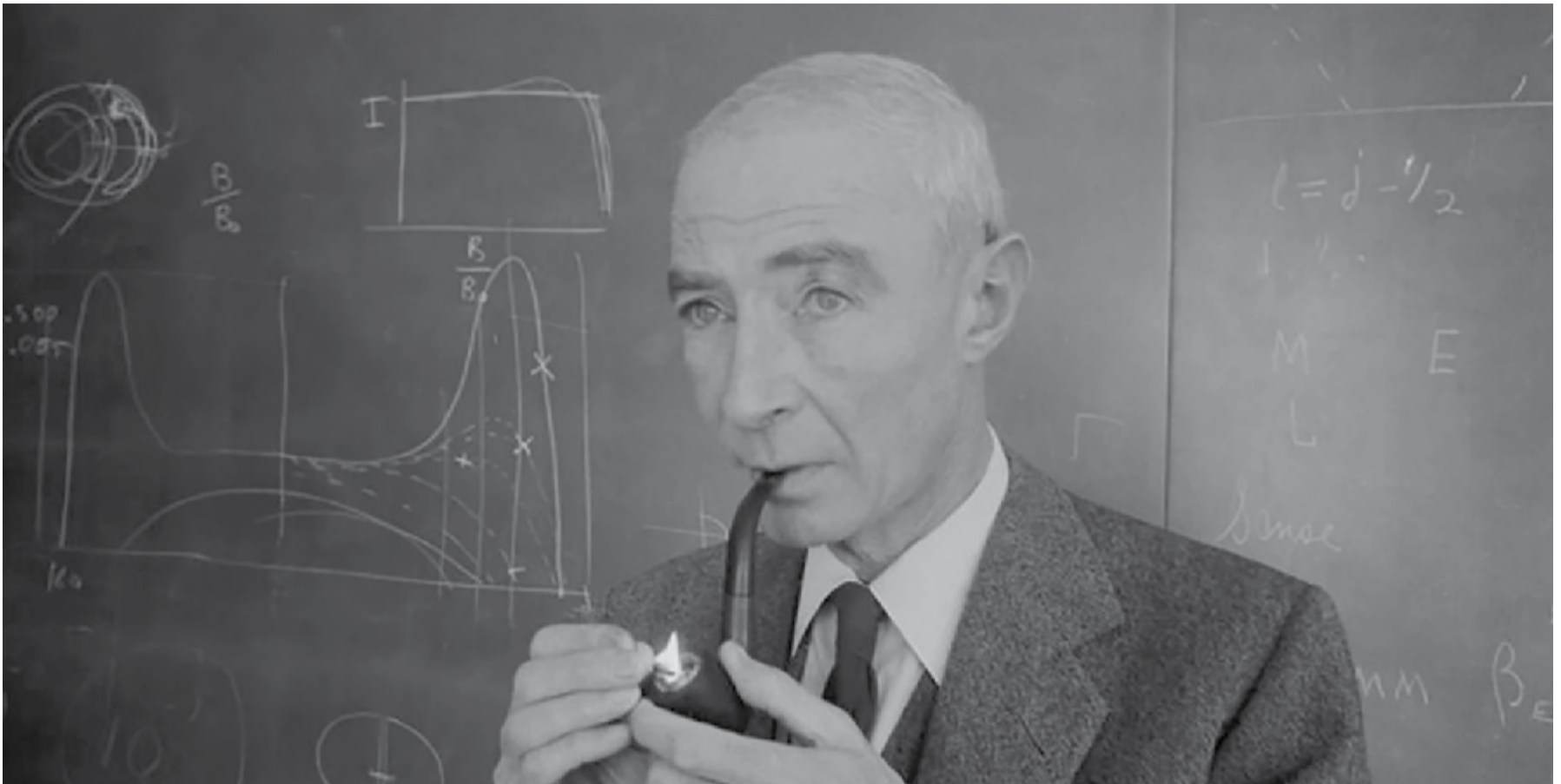
sante de profil, où le design du montant C accentue la ligne de toit arrière pour une apparence plus dynamique. Les options de jantes, allant de 17 à 19 pouces et pouvant atteindre 20 pouces en option, ajoutent à son allure distincte. À l'arrière, les feux verticaux à LED affichent une signature lumineuse moderne, reprenant l'emblématique Union Jack de la marque dans un style contemporain. Dans la lignée de la Mini d'origine, aucun écran n'est placé derrière le volant. L'affichage tête haute permet au conducteur d'accéder aux données essentielles de conduite tout en complétant les informations de l'écran central Oled. Le tableau de bord est novateur avec des surfaces textiles recyclées et faciles à entretenir, tandis que les éléments de design sont disposés verticalement, y compris les aérateurs et les poignées de porte. Le toit ouvrant vitré inonde l'intérieur de lumière, et les sièges sport de série assurent un confort

optimal. Avec un volume de coffre de 460 litres, l'arrière du véhicule offre un espace généreux pour les passagers et les bagages. L'écran circulaire nouvellement introduit est une pièce maîtresse de l'intérieur, intégrant diverses fonctionnalités. Avec un diamètre de 24 cm, il fonctionne avec le nouveau Mini Operating System 9. Son interface rappelle celle des smartphones modernes, offrant une expérience utilisateur intuitive et hautement personnalisable, mêlant informations essentielles et divertissement.

Toutes les fonctionnalités sont personnalisables et facilement accessibles, offrant une expérience immersive. Les nouveaux «Mono Experience Modes» ne se limitent pas aux modes de conduite ; ils transforment également l'ambiance intérieure en modifiant les couleurs et motifs du tableau de bord. La nouvelle «Toggle Bar» est un autre élément essentiel de l'intérieur. Elle permet un accès

facile aux commandes de conduite principales, telles que le frein de stationnement et le sélecteur de vitesse, ainsi qu'au bouton de démarrage et au contrôle du volume média, le tout d'une simple pression. Cette conception innovante permet de se passer du traditionnel levier de vitesse.

Le nouveau Countryman est équipé du Mini Intelligent Personal Assistant, activable par commande vocale, permettant un contrôle simplifié des fonctionnalités via un écran Oled, avec le choix d'avatar entre une Mini stylisée ou le bulldog Spike. Ce système repose sur le Mini Operating System 9. Pour son lancement au Maroc, le Mini Countryman est disponible dans sa version Cooper essence de 170 ch à partir de 363.000 DH, et en version Cooper S ALL4 de 218 ch à partir de 430.000 DH. Les versions John Cooper Works et la motorisation électrique seront annoncées ultérieurement dans le courant de l'année 2024.



La première bombe atomique

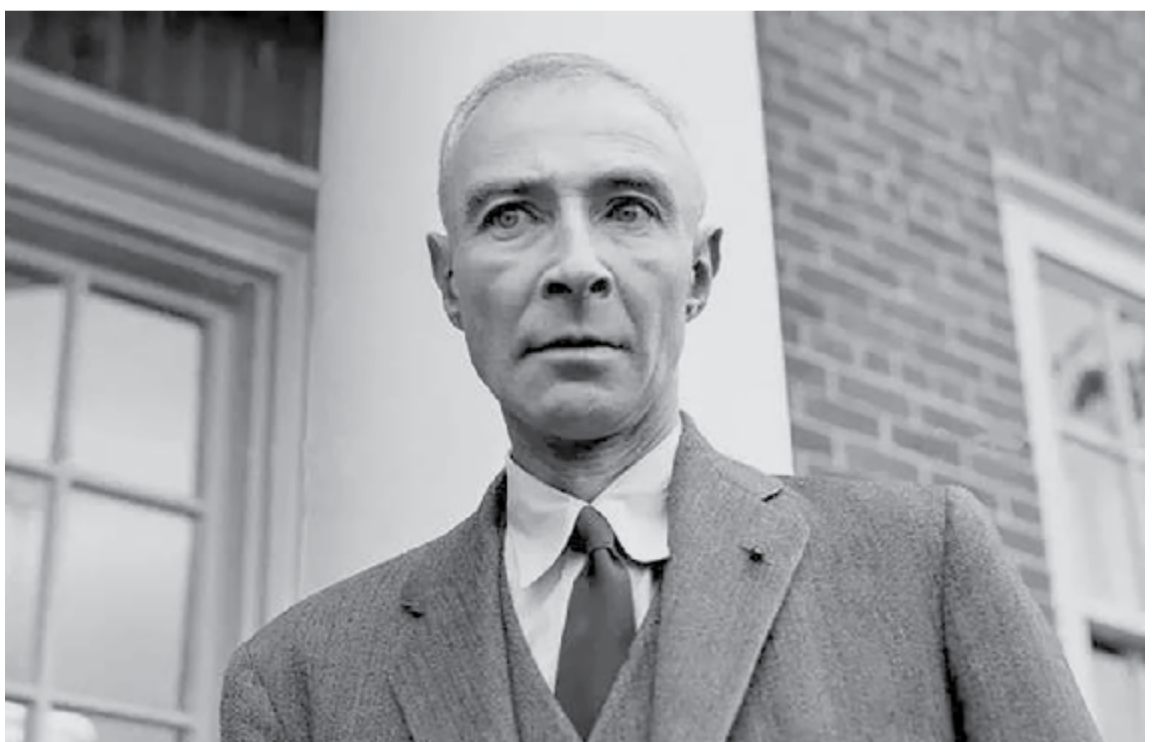
Des documents d'Oppenheimer mis aux enchères

Par Abdelhak Najib

Il y a quelque chose de malsain dans cette opération, qui vient juste après le plébiscite du film de Christopher Nolan aux Oscars 2024, *Oppenheimer*, qui remporte plusieurs prix montrant à quel point l'Occident et les USA sont versés dans le militarisme et son apologie à tous les niveaux. Dans cette lignée, des documents qui rendent compte sur l'invention de la bombe atomique, dont une lettre signée par Robert Oppenheimer, sont mis aux enchères aux Etats-Unis. Comme si le fait d'avoir créé la bombe A et la bombe H étaient un grand bien de l'humanité dont on doit s'inspirer en dépensant des millions de dollars pour avoir les documents qui signent la date de naissance de l'horreur humaine. Une propagande de l'apocalypse sachant que l'invention de cette bombe atomique a plongé le monde dans la peur, dans un risque concret de fin du monde, comme c'est le cas aujourd'hui, avec ces menaces de part et d'autres d'un conflit nucléaire entre la Russie, l'Otan et la France. Quoi qu'il en soit, parmi les biens mis aux enchères à Boston, on peut trouver un document qui retrace la création en secret, dans le laboratoire de Los Alamos au Nouveau-Mexique, de la bombe atomique. Ce papier est intitulé "rapport Smyth". Il s'agit d'un texte qui avait été présenté à la presse pour la première fois le 12 août 1945, quelques jours après les bombardements à Hiroshima et Nagasaki, qui ont fait respectivement environ 140.000 et 74.000 morts. Malgré cette hécatombe humaine, en dépit du bon sens et surtout de la honte à avoir largué des bombes, bien après la fin de la deuxième guerre mondiale, les responsables de cette vente osent avancer que : « Ces documents offrent une vue d'ensemble du parcours scientifique et administratif qui a conduit à la création de l'une des armes les plus redoutables de l'Humanité », comme le spé-

cifie la maison de vente RR Auction House. Parmi ses signataires figurent Robert Oppenheimer, mais aussi Enrico Fermi, célèbre pour avoir créé le premier réacteur nucléaire, Ernest Lawrence, lauréat du prix Nobel et pionnier de l'accélérateur de particules cyclotron ou encore James Chadwick qui a découvert le neutron. Que de grands visages de la physique nucléaire qui ont basculé dans le militarisme et ont participé à l'ouverture de la boîte de Pandore, qui risque, un jour, de nous éclater à la figure décimant une humanité en fin de cycle et sans garde-fous. Il faut aussi signaler qu'il y a un autre document à la vente. Il est question d'une lettre dactylographiée par Robert Oppenheimer

et dans laquelle il décrit son invention comme "une arme pour les agresseurs". "Les éléments de surprise et de terreur sont aussi intrinsèques (à la bombe) que le sont les noyaux fissiles", écrit-il à un journaliste qui travaillait sur l'arsenal nucléaire russe. « Une lettre au contenu vraiment remarquable, dans laquelle Oppenheimer fait preuve d'une clairvoyance extraordinaire sur l'usage futur de la bombe atomique », selon Bobby Livingston, vice-président de RR Auction. Remarquable ! Rien que cela. Comme si l'histoire voulait dédouaner ces scientifiques, qui, à un moment donné de leur histoire, ont vendu leur âme au diable et ont fait planer sur la planète l'ultime menace.



La tuberculose fait son retour en force dans le monde, mais aussi au Maroc. Des chiffres alarmants confirment que la maladie est loin de disparaître, mettant en évidence l'ampleur du défi auquel est confronté le système de la santé nationale. «Malgré les efforts déployés, la tuberculose reste un problème préoccupant de santé publique. Chaque jour, on enregistre environ 100 nouveaux cas au Maroc et 9 personnes perdent leur vie à cause de cette maladie. On estime aussi qu'environ 15% des cas ne sont pas détectés. L'incidence de la tuberculose régresse très lentement ; elle ne baisse que de 1% par an entre 2015 et 2021, ce qui entrave la réduction de l'incidence de la tuberculose voire son élimination à l'horizon de 2030 selon les objectifs tracés», souligne Dr Tayeb Hamdi, médecin, chercheur en politiques et systèmes de santé, dans une note publiée à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la tuberculose (24 mars).

«Les populations les plus touchées sont les habitants issus de milieux défavorisés dans les quartiers à forte densité et les zones périurbaines. La tuberculose touche essentiellement les hommes (59% des cas), contre 41% chez les femmes. La tranche d'âge la plus touchée est celle de 25 à 34 ans, la tranche d'âge la plus productive. Les régions les plus touchées en considérant le nombre de cas par rapport à la population sont celles de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, Rabat-Salé-Kénitra et Casablanca-Settat», développe le médecin dans sa note. Et d'ajouter que «les cas de tuberculose résistante aux médicaments sont sous-diagnostiqués, ce qui aggrave la situation. Aussi, le taux de la tuberculose extra-pulmonaire (ganglionnaire, pleurale, ostéo-articulaire...) ne cesse d'augmenter, il est passé de 28% en 1990 à 49% en 2021. Cette proportion dépasse de loin les moyennes attendues». Selon Dr Hamdi, plusieurs mesures sont nécessaires pour améliorer le dépistage, le traitement, le bon suivi des cas de tuberculose dans l'objectif de réduire, voire éliminer la maladie. «Il faut élargir le dépistage et le diagnostic précoce de la tuberculose et surveiller de près les cas contacts et des personnes à risque. Des efforts doivent également être consentis pour élargir le traitement préventif, faci-



Tuberculose

100 nouveaux cas et 9 décès chaque jour au Maroc

Par Mouna Hissi

L'objectif d'éradiquer la tuberculose d'ici 2030 semble loin d'être réalisable. Malgré les efforts consentis, le nombre de cas est toujours important au Maroc. Dans une note publiée à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose, souligne Dr Tayeb Hamdi. Médecin, chercheur en politiques et systèmes de santé, affirme qu'environ 100 nouveaux cas et 9 décès sont enregistrés chaque jour.

liter l'accès aux soins par des techniques nouvelles et rapides, rendre les bilans gratuits et soutenir les malades pour couvrir les frais de transport et l'aide alimentaire», affirme le médecin. «Il faut aussi améliorer la prise en charge de la

tuberculose chez les jeunes et les enfants et gérer d'autres déterminants comme le tabac, la pauvreté, l'habitat, l'alimentation, l'état immunitaire... La tuberculose touche généralement les groupes les plus économiquement vulnérables, d'où

la responsabilité de l'État dans la prise en charge de la maladie pour assurer le droit à la santé individuellement et collectivement tout en protégeant le reste de la population», insiste-t-il. Dr Hamdi rappelle, par ailleurs, que selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 10,6 millions de personnes ont développé la tuberculose dans le monde en 2022. Quelque 1,3 million de personnes sont mortes de la tuberculose la même année. Il souligne aussi que les personnes dont le système immunitaire est affaibli, comme les personnes vivant avec le VIH, la dénutrition ou le diabète, ou les personnes qui consomment du tabac ou l'alcool ont un risque plus élevé de tomber malades. Par exemple, les sujets infectés par le VIH ont 16 fois plus de risque de développer une tuberculose que les autres.

Mort de l'écrivaine Maryse Condé

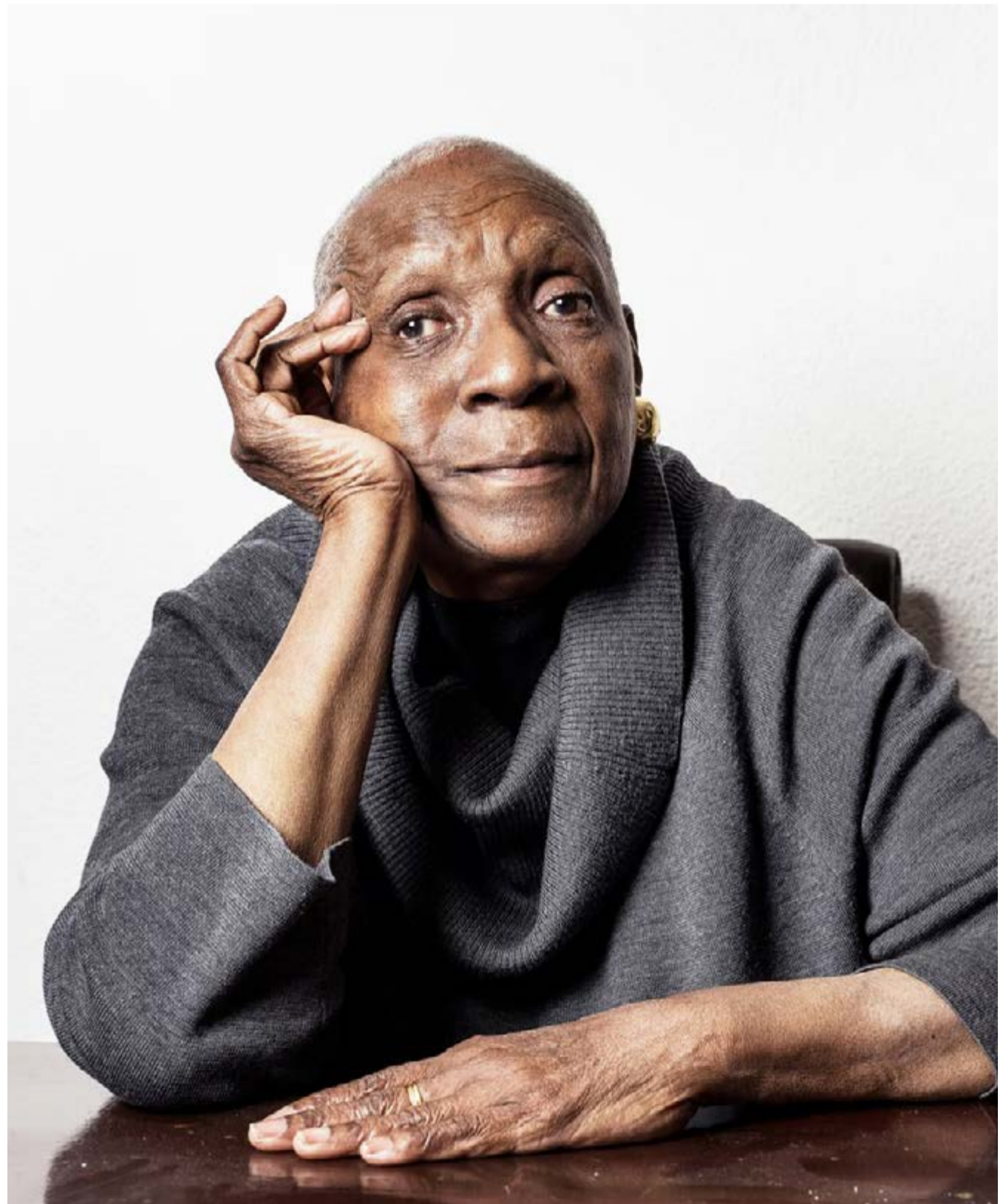
littérature pour son roman *Le fabuleux et triste destin d'Ivan et Ivana* (2017). Organisé de manière plus démocratique que le Nobel classique, avec un jury populaire de 32 000 personnes à travers le monde appelées à voter pour déterminer le lauréat, le Nobel alternatif a contribué au rayonnement international de l'œuvre

de Maryse Condé, en attirant l'attention du grand public à l'écriture singulière et riche de la romancière. L'œuvre de Maryse Condé est composée d'une vingtaine de romans, recueils de nouvelles et d'essais sur la littérature, la langue et les causes que l'auteur a défendues à travers ses romans, mais aussi tout au long d'une vie riche en combats et créations. La condition de la femme caribéenne,

l'esclavage, les relations complexes entre l'Afrique et sa diaspora sont quelques-uns des thèmes que Maryse Condé n'a eu de cesse d'explorer à travers son œuvre prolifique, dès son tout premier roman *Hérémakhonon*, paru en 1976. C'est en Afrique que Maryse Condé a commencé sa carrière professionnelle d'enseignante et d'écrivaine.

Une grande dame s'en va

La grande dame des lettres antillaises, Maryse Condé, s'en est allée dans la nuit du 1er au 2 avril à l'âge de 90 ans, à la suite d'une longue maladie neurodégénérative héréditaire, dite « maladie des Boucolon », comme la romancière la désignait du nom de son père. Originaire de Guadeloupe, née Maryse Liliane Appoline Boucolon, l'écrivaine disparue était auteure d'une trentaine de titres, dont des romans, des essais et des titres pour la jeunesse. Lauréate de nombreux prix littéraires, elle a obtenu en 2018 le prix Nobel alternatif de littérature pour son roman *Le fabuleux et triste destin d'Ivan et Ivana* (2017). Avec Aimé Césaire et Édouard Glissant, la Guadeloupéenne Maryse Condé a longtemps incarné la puissance et la créativité de la francophonie caribéenne. Romancière hors pair, elle a su mettre en fiction la révolte et la pensée océanique de ses deux aînés. L'auteure de *Ségou*, épopée romanesque en deux volumes qui l'a fait connaître dans les années 1980, s'est éteinte à l'hôpital d'Apt, dans le Vaucluse. Depuis 2013, elle s'était retirée dans le sud de la France avec son mari Richard Philcox, après avoir séjourné un temps dans le Marais, à Paris. Elle s'était installée en France, à son retour des États-Unis où elle a vécu et enseigné pendant près de trois décennies. Fondatrice du Centre des études françaises et francophones à l'université Columbia, elle avait contribué à faire connaître la littérature francophone aux Américains. Lauréate de nombreux prix (Prix de l'Académie française, Prix Carbet de la Caraïbe, Prix Marguerite Yourcenar, Grand Prix Littéraire de la femme, Prix Tropiques), Maryse Condé a obtenu en 2018 le prix Nobel alternatif de



Palestine

L'impossible État

Les Éditions Sirius viennent de publier un ouvrage d'actualité brûlante consacré à la Palestine. Un livre signé par l'écrivain et journaliste Abdelhak Najib, qui axe ici son travail sur la période allant du 7 octobre 2023 à aujourd'hui. Un travail de mémoire contre l'oubli.

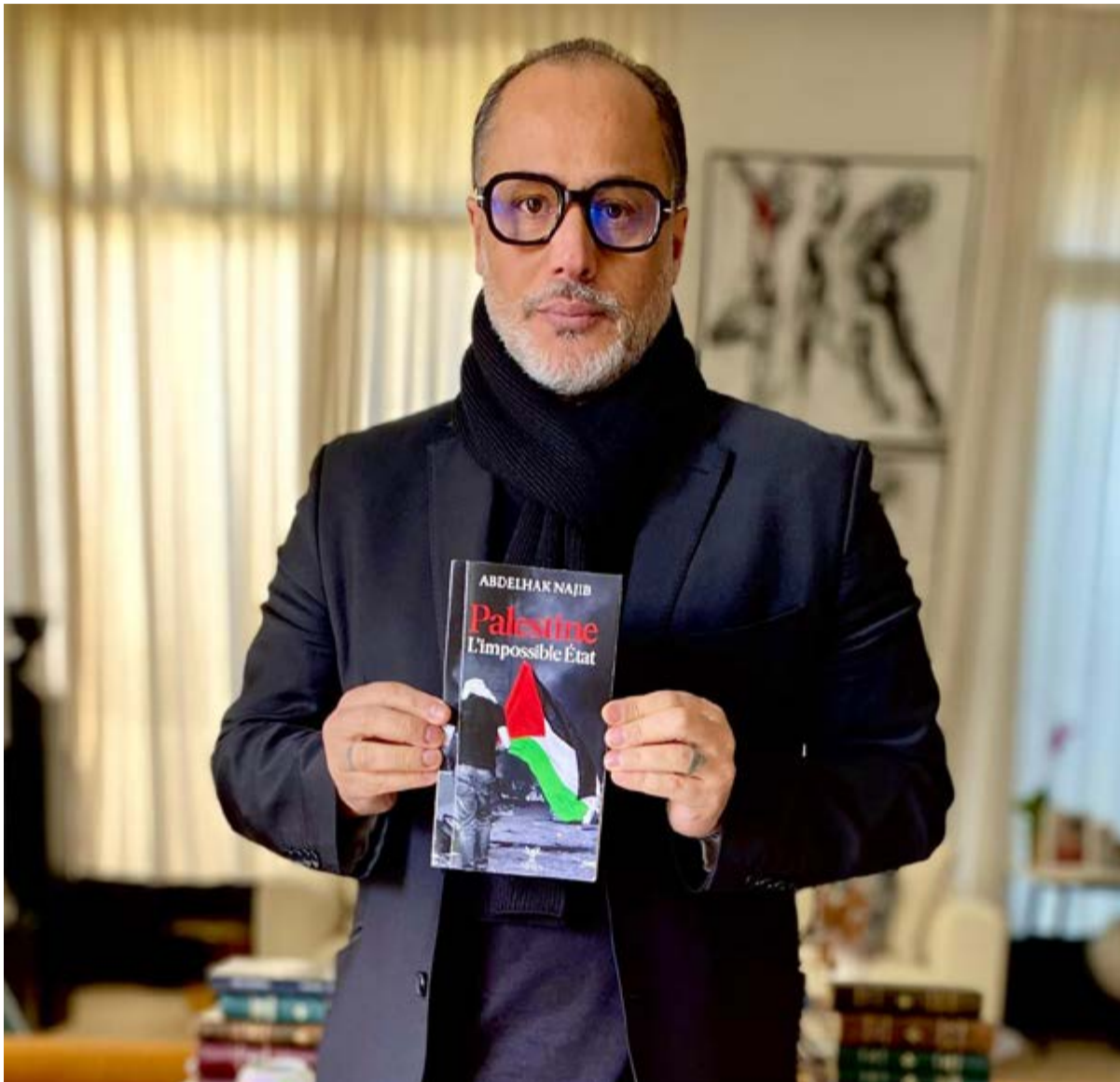
Par Docteur Imane Kendili

Que se passe-t-il en Palestine aujourd'hui ? Pourquoi ce conflit a-t-il duré autant de décennies sans le moindre espoir de règlement ? Pourquoi est-il important pour les rapports de force dans le monde que le conflit au Moyen-Orient perdure ? A qui profite les crimes à répétition, aux yeux d'une communauté internationale spectatrice, se fendant de commentaires risibles en laissant toute la région s'embourber dans la violence et la barbarie ? Pourquoi les grandes puissances de ce monde n'ont-elles pas réussi à résoudre le problème de la Palestine ? Que se cache-t-il derrière ce laisser-faire de la part des États-Unis d'Amérique, de l'Union Européenne, de la Russie, de la Chine et du Japon ? Pourquoi les États arabes laissent-ils faire, sans bouger le petit doigt, incapables de se mettre d'accord pour imposer un règlement juste et équitable pour le plus vieux conflit du monde moderne ? La guerre en Palestine sert-elle les intérêts des pays riches de l'Arabie ? A quel jeu s'adonnent les Nations Unies qui réagissent avec mollesse s'acquittant de leur fonction en donnant dans le commentaire et les menaces sans effets aucuns ? Qui a véritablement le pouvoir de trouver une véritable solution à ce conflit entre Israël et la Palestine ? La Palestine existe-t-elle réellement ou c'est tout au plus un projet d'État qui avorte dans l'œuf ? Qui dirige la Palestine ? Est-ce l'OLP ou le Hamas ? Pourquoi, malgré toutes les aides internationales dont un soutien constant de la part du Maroc, les territoires palestiniens restent-ils sous-développés s'apparentant à des bidonvilles qu'à des villes, avec une absence criarde d'infrastructures plongeant dans la misère et la précarité ? Où vont les aides internationales ? Qui gère l'argent des aides internationales ? Pourquoi cela ne se traduit-il pas sur les réalités du terrain puisque les Palestiniens sont privés de tout et survivent avec le strict minimum ? Quel est le statut des arabes israéliens aujourd'hui en Israël ? Pourquoi les colonies se multiplient-elles à vue d'œil malgré lesdites sanctions de la communauté internationale ? Pourquoi les USA soutiennent-ils Israël face et contre tous ? Pourquoi c'est la droite qui a droit de cité en Israël faisant passer les voix pacifistes au dernier plan comme si toute la communauté israélienne était d'accord avec les exactions de Tel-Aviv ? qui se souvient aujourd'hui de comment ce conflit a-t-il commencé ? Pourquoi l'État d'Israël a été fondé au Moyen-Orient ? Pourquoi y a-t-il deux territoires palestiniens ? La Palestine est-elle un pays ? Pourquoi cette escalade de la violence et des

combats ? Comment Israël justifie-t-elle la violence dont il fait montre à l'égard du peuple palestinien ? Et comment les Palestiniens se défendent-ils ? Que devrait-il se passer pour instaurer la paix dans la région ? Pourquoi toute l'administration israélienne est-elle pour la guerre ? Pourquoi les chefs palestiniens sont-ils si éteints et si timides face à une communauté internationale qui ne les prend pas au sérieux ? Pourquoi plus de 100 000 Palestiniens ont été tués dans ce conflit sans que cela impose des mesures strictes pour en finir avec les tueries

au quotidien ? Pourquoi le fait de se défendre de la part des Palestiniens, qu'ils soient affiliés au Hamas ou non, est-il considéré comme du terrorisme ? Où est la frontière entre résistance face à l'occupant et terrorisme ? Pourquoi une majorité de l'élite politique palestinienne est-elle corrompue ? Pourquoi une majorité de la classe politique israélienne encourage-t-elle l'effusion du sang ? Quels rôles jouent l'Arabie Saoudite et l'Iran dans les coulisses du conflit ? A quoi servent toutes ces manifestations pro-palestiniennes si les grandes puissances font





la sourde oreille face à un conflit qui s'enlise dans le sang ? Israël se défend-elle contre un ennemi, à armes égales, ou est-ce un génocide en règles qui se jouent aux yeux du monde ? Pour répondre à toutes ses questions, il faut remonter à la source du conflit et à toutes les ramifications que cela a pris durant plus de 70 ans. Personne aujourd'hui n'évoque la grande responsabilité de la Grande Bretagne et de la France dans la naissance et la mise en place de cette guerre. Après l'empire Ottoman, ce sont bien les Anglais qui ont désigné cette terre pour y implanter le nouvel État d'Israël. Celui-ci revendique cette terre, considérée comme sainte, en faisant valoir des preuves historiques qui s'avèrent les mêmes que ceux mis en avant par les Palestiniens qui disent être les premiers habitants de la terre du Levant. Entre les credo et les dogmes de chacun, Jérusalem demeure une cité de peur et de meurtre. Elle n'a plus de ville sainte que la parodie d'une tragédie humaine où l'on compte des victimes des deux côtés. Est-ce réellement impossible d'instaurer une cohabitation entre Palestiniens et Israéliens sans effusion de sang, sans tueries, sans attentats, sans incarcérations, sans offensives militaires et sans graves dégâts collatéraux ? Il faut dire que c'est là le conflit armé qui cause le plus grand nombre de victimes civiles, avec des femmes, des vieux et beaucoup d'enfants qui tombent sous les balles israéliennes et les bombardements. Peut-on tuer avec autant d'impunité sans se faire indexer et mis au ban de la communauté internationale, avec un blocus et des sanctions économiques solides comme ce qui a été mis en place contre les fausses armes de destruction massive de Saddam Hussein, comme ce qui a été mis en place pour Téhéran et son programmes d'enrichissement de l'uranium, comme ce qui a été mis en place contre la Syrie quand elle était un État, avant le chaos qui y règne aujourd'hui au nom d'une invention, créée de toutes pièces, nommée Isis, Daech ou ce que vous voulez ? Pourquoi ce ne sont pas les mêmes mesures qui sont prises contre Israël comme cela a été le cas contre un certain Slobodan Milosevic, grand patron d'une You-

goslavie en déliquescence, qui a connu la prison, le Tribunal pénal international pour finir mort, alors que l'ex-Yougoslavie expirait ses derniers relents avant la dislocation finale ? À y voir de plus près, c'est le même cas de figure que le Kosovo, occupé par la Serbie, qui devient un État souverain, après les bombardements sur Belgrade finissant par donner corps à d'autres entités nationales comme Le Monte Negro. Pourquoi cela a semblé facile de régler les guerres ethniques des Balkans entre Croates, Serbes, Kosovars et Bosniaques et impossible dans le cas de la Palestine ? Même un conflit aussi enchevêtré comme celui des Kurdes a pu donner corps à un Kurdistan au Nord de l'Irak, après l'invasion américaine en 2003, pourtant déterminer la liberté du peuple kurde implique plusieurs pays dont la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran ? Tous les conflits identiques aux quatre coins de la planète finissent par trouver une logique, sauf celui du Moyen-Orient. On le sait, cette guerre larvée, qui dure depuis plusieurs décennies, est géostratégique pour l'équilibre des puissances dans la région. Jusqu'à aujourd'hui, toute la région est sous contrôle américain, avec un appui sans conditions pour l'État d'Israël qu'on a même doté de la bombe nucléaire, ce qui est une arme de dissuasion massive. Qui pourrait s'en prendre à un État nucléarisé ? Aucun État de la région n'en est capable. Alors quelles sont ces menaces qui pèsent sur Tel-Aviv de la part des pays voisins ? En toute logique, avec le soutien indéfectible de Washington, avec l'impuissance des États arabes, aujourd'hui occupés par leurs conflits internes, avec l'épée de Damoclès qui plane sur les pays du Golfe qui jouissent de la protection américaine, avec le pacte de non-agression signé avec la Turquie, avec la fragilité de Téhéran, du Caire, de Beyrouth et Amman, qui menace vraiment Tel-Aviv ? Aucun État n'a ce pouvoir ni militaire ni économique. Mieux encore, Israël est une grande puissance de frappe dans toute la région. Elle est de loin plus puissante sur le plan militaire que tous les États arabes réunis. Économiquement, Israël est un exemple de réussite dans toute la région. Pourtant les lobbies pro-israéliens

qui sont très influents aux USA, font planer des menaces inexistantes et multiplient les aides et les soutiens à un État de plus en plus puissant, de plus en plus protégé. Cette protection va jusqu'à ériger un mur infranchissable avec les populations palestiniennes comme celui qui court avec la frontière mexicaine au sud-ouest des États-Unis. Ghettoisés, avec des check points partout entre les deux territoires, les Palestiniens sont des prisonniers à ciel ouvert. C'est un peuple pris en otage. C'est un peuple qui survit dans des réserves menacées par les colonies israéliennes. Celles-ci sont contraires aux lois internationales et enfreignent toutes les mesures prises par les Nations Unies et par l'Union Européenne. Pourtant les colonies juives se multiplient et mangent des territoires à Gaza et en Cisjordanie. Pourquoi laisse-t-on faire ? Parce que Israël a toute latitude de le faire sans que cela ne soit sanctionné sur le terrain. C'est la loi du plus fort. C'est la loi de la jungle.

Sur un autre plan, quel est le statut des arabes israéliens ? Ils sont presque 2 millions de citoyens, et pourtant, ce sont des citoyens de seconde zone. Ces Arabes israéliens constituent 20 % de la population de l'État hébreu mais font toujours l'objet de discriminations. Ils n'ont jamais fait partie d'une coalition gouvernementale et leur nombre au Knesset, le parlement israélien, est très réduit. Pour la grande majorité, les Arabes d'Israël sont des Palestiniens qui vivaient sur le sol attribué à Israël par le plan de partage des Nations Unies en 1947 ou qui y sont revenus après la guerre de 1948 et la déclaration d'indépendance de 1948. Ils vivent en Galilée et dans le nord du pays, Nazareth étant la plus grande ville à majorité arabe de cette région. 90 % d'entre eux sont musulmans et 10% environ chrétiens. Pourquoi n'ont-ils aucun impact sur la politique israélienne ? Qui tire les ficelles des alliances et des coalitions ? Pourquoi ces 20% de la population de l'État d'Israël n'ont-ils aucune voix qui se fait entendre et qui pèse sur l'échiquier des décisions pour Tel-Aviv ? Ce double apartheid est flagrant : d'un côté des citoyens israéliens non juifs (mais d'origine palestinienne), de l'autre des Palestiniens qui subissent la main de fer de l'État hébreu. Comment peut-on espérer un début de solution dans une configuration aussi inextricable et qui va en se radicalisant ? Il faut se résoudre aux évidences : Israël semble être au-dessus de toutes les lois internationales. Il lui suffit de sortir la carte de la lutte contre le terrorisme pour justifier les bombardements sur des civils. L'implantation de nouvelles colonies est justifiée par le repeuplement du peuple juif. La fuite des habitants qui deviennent des réfugiés politiques au Liban ou en Jordanie facilite le travail de l'occupation de plus de territoires réduisant davantage les quelques kilomètres carrés soldés aux Palestiniens, entre Gaza et la Cisjordanie, éloigné de plusieurs dizaines de kilomètres l'une de l'autre, dans un non-sens aberrant et absurde, pourtant la loi du plus fort valide tous les illogismes dans cette région. Face à une telle équation à plusieurs inconnues, peut-on penser à une solution pacifiste de ce conflit garantissant à l'État d'Israël un voisinage de paix et aux Palestiniens une auto-détermination et une indépendance effective, avec un État digne de ce nom, avec une capitale et une population vivant sans menace aucune ? Pour répondre à cette question, il faut se résoudre aux réalités du terrain : tous les indicateurs sont au rouge. Aucune paix n'est possible entre les deux belligérants. Seul le diktat de la guerre impose ses lois faisant du monde entier le témoin complice d'un crime flagrant contre l'humanité. C'est de tout ceci qu'il s'agit dans cet ouvrage, écrit à chaud, au jour le jour, pour documenter un génocide en cours.

"Le regard que j'ai toujours porté sur L.A. (Los Angeles NDLR) est celui d'un autochtone. Je n'ai jamais vu cette ville comme une terre étrangère dépeinte par des écrivains venus d'ailleurs. C'est là que j'ai grandi. Les données que je récoltais, je les passais au crible, je les transfigurais comme un gamin peut le faire. Il y en avait pour tous les goûts. Les lignes conductrices qui reliaient entre elles les divers éléments, c'étaient la corruption et l'obsession... » James Ellroy puise l'essentiel de ce qu'il écrit là où il vit. Et n'allons pas croire que le tissu vital de la ville des Anges est représentatif de toute la sainte Amérique. Ce serait une mauvaise clé de lecture dans ce monde clos qu'est l'univers noir d'Ellroy. Avec le Quatuor de Los Angeles, celui qui devient le premier auteur de polars au monde, assure que le côté sombre de l'être humain recèle ses vérités les plus cachées. Il raconte ensuite son existence, au prisme de l'assassinat de sa mère, perpétré lorsqu'il n'avait que 10 ans : affaire non résolue, pavé de 500 pages, *Ma part d'ombre*. Puis il a voulu réécrire l'histoire de son pays, rien que ça, pour une trilogie qui sonne prophétique : *Underworld USA*. On se pose alors la question : jusqu'où peut aller le besoin urgent d'Ellroy d'écrire les bas-fonds macabres de la vie, la sienne et celles de plus de six milliards d'humanoïdes ? Quelle nécessité alors à *Destination morgue* ?

Sujet-verbe-complément

« C'est un Rubik's Cube. Le mécanisme interne affiche des souvenirs et des pensées. Des images remplacent les blocs colorés et trouvent leur cohésion en un clic. Les lignes horizontales se connectent. Les perpendiculaires apparaissent. Vous prenez ce dont vous avez besoin et ce que vous avez été et vous le passez au crible de ce que vous êtes devenu. Vous y mettez de l'ordre. Vous y rajoutez quelques extravagances. Si vous êtes habile et honnête et pur, cela fonctionne ». Au diable le complément, Ellroy donne des affirmations que rien ne tempère, pas de rondeur ni de distraction : une drôle de manière de monter les marches tout droit, occupé en même temps à regarder derrière soi. Un art de l'obsession dynamique où le détail prend toute sa mesure. Ellroy disserte donc sur la mort de sa mère, sur lui et sa « vie de branleur » neuf ans d'immolation « à pratiquer le sexe « sans contact humain », sur O.J. Simpson qu'il exècre et les boxeurs mexicains qu'il vénère, eux qui « d'un bout à l'autre de la planète » démontrent « aux lopettes à peau blanche la séparation entre le corps et l'esprit ». Rien sur les attentats, rien sur son président. Un silence qui sonne comme du mépris sur le compte d'une méprise. Faisant la promotion de son livre, il a même éludé une question à ce sujet, déclarant ne pas s'intéresser « du tout » à la politique de son pays. C'est peut-être qu'il ne saurait être question, à ses yeux, de s'extraire de la



James Ellroy

Psychanalyse sauvage des jours

Par Abdelhak Najib

James Ellroy continue la psychanalyse sauvage de sa propre vie et de sa ville natale dans des textes percutants, comme «Où je trouve mes idées bizarres», «Ma vie de branleur» ou «J'ai les infos». Il passe la boxe au crible dans « Sport sanglant », et dans « Stephanie », un texte aussi dérangeant que bouleversant, il redit sa fascination et sa compassion pour les victimes de crimes sexuels. Enfin il ramène l'inénarrable Danny Getchell dans le truculent Baisodrome d'Hollywood. Il parle aussi de son père, de la peine de mort, de la justice, de ses provocations, avec force, honnêteté voire brutalité, dans ce style coup de poing qui n'appartient qu'à lui. Avec la sortie sur les écrans du «Dahlia noir», adaptation de son roman du même titre par Brian De Palma, l'écrivain américain refait l'actualité et repose la question de la dérive outre-atlantique.

fange politicienne et ses surenchères qui se nourrissent d'alibis outranciers sur le mensonge. Chaque texte mêle les stridences suraiguës du Bien et du Mal, les histoires de cul et la souffrance des martyrs, le nom des acteurs corrompus et celui des protestants fiévreux : «Martin Luther aurait été un sujet de choix pour les gazettes à scandale. Il parlait tout seul et il s'adressait à Dieu dans les chiottes.» À quoi il faut ajouter les rapports de police, matrice fascinante de sa prose.

Prose macabre

Stéphanie Lynn, morte à 16 ans «en 1965 ». Voilà une affaire. Ellroy accompagne les policiers pour une réouverture de l'enquête ; il « n'a jamais rêvé d'être flic », « n'a jamais résolu une affaire criminelle », mais parvient «parfois à connaître les victimes ». Il faut imaginer notre homme, lui qui aimait autrefois s'introduire par effraction dans des maisons inconnues,

y flairer les intimités, emporter quelque trophée de coton lavable à 60°C, il se penche aujourd'hui sur des cartons de vieux papiers et s'absorbe dans la lecture des affaires non résolues. Et lorsque l'enquête n'aboutit à rien, il conclut sans jamais conclure : «C'est fini. Ce n'est pas fini (...). Refermer le dossier n'a aucun sens. Aucun drame aussi horrible ne se termine jamais. L'identité du tueur est cruciale et ne compte pas. Il a connu Stéphanie pendant dix minutes. Il ne l'a jamais aimée. Ses souvenirs sont brutaux et suspects (...). Tu as des admirateurs. Trois enquêteurs et un chroniqueur. Nous voulons te connaître. C'est une quête. C'est une issue plus probable que la justice». Pour celui qui est « fiancé au crime » et qui vit de ne pas faire le deuil de sa mère, il n'est pas de psychanalyse qui vaille, pas de carton qui puisse être définitivement refermé. Ellroy prend sa pleine mesure en se coltinant l'imparadonnable. Peut-être l'unique écrivain

vivant qui se complique les nerfs pour finir toutes ses histoires en cul-de-sac. Et il reste aussi l'une des rares voix à assurer dans ce que l'on appelle le pied de nez. Une des plus belles idées du livre est celle qui donne toute sa force au déni des châtiments réparateurs. La peine de mort n'est qu'une «concession à la notion stupide selon laquelle il vaut mieux qu'une affaire soit «close», «un dialogue détourné et phagocyté par les détails d'un meurtre gratuit». À lui, alors, de rétablir ce dialogue, et de frayer avec les morts qui « nous apprennent à aimer avec plus de douceur et de crainte et à révéler nos obsessions ».

Il s'avère que pour James Ellroy qui affirme évoluer « dans le vide », entre quelques photos de chien et loin des salles de cinéma comme des musées, le vide est sacrement hanté. La culture telle que nous l'entendons parfois n'y a peut-être pas sa place ; la littérature seule y est toute entière chez elle.

Ouverture du musée du football marocain



Le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch a inauguré, jeudi 21 mars, le musée du football marocain, au siège de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) à Maâmoura (près de Salé).

La cérémonie d'inauguration a été marquée par la présence de MM. Chakib Benmoussa, ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et du Sport, Mohamed Mehdi Bensaïd, ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, Abdellatif Miraoui, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique

et de l'Innovation, Fouzi Lakjaa, président de la FRMF et Mehdi Qotbi, président de la Fondation nationale des musées.

Cette cérémonie a, également, connu la présence d'une pléiade des stars du football national, toutes générations confondues, d'acteurs sportifs et de membres du comité directeur de la FRMF.

La création de ce musée, qui s'étend sur 2100 m², reflète la sollicitude dont SM le Roi Mohammed VI entoure l'héritage historique, civilisationnel et sportif du Royaume du Maroc.

A cette occasion, M. Lakjaa a indiqué, dans une déclaration à la presse, que l'inauguration du musée du football marocain, réalisé en partenariat avec la Fondation nationale des musées, constitue "une contribution dans la préservation de la mémoire footballistique nationale et la valorisation de son capital historique".

L'importance de créer un musée qui répertorie la mémoire et expose l'histoire du football marocain et de ses légendes, clubs et infrastructures, fait l'unanimité, a souligné le responsable.

Affirmant que ce musée célèbre un passé glorieux et témoigne d'un présent riche en performances faisant la fierté du public marocain, il a salué cette initiative qui commémore ce patrimoine précieux et le transfère aux jeunes générations.

De son côté, le conservateur du musée du football marocain, Zaid Ouakrim, a indiqué, dans une déclaration similaire, que l'exposition permanente du musée présente un regard global sur l'histoire riche et les moments forts du football marocain, à travers six espaces.

Il a affirmé que le premier espace met en relief "La vision royale éclairée" et dévoile une optique unique, consacrée par trois rois, qui ont fait du football un moyen d'expression distingué du peuple marocain.

Il a noté que les autres volets abordent des sujets importants conformément à une vision globale dans le cadre d'espaces exceptionnels, à savoir la terre des pionniers, la terre de l'excellence, la galerie des célébrités, une terre hospitalière et la terre de la passion.

Concernant l'exposition temporaire, le responsable a indiqué qu'elle permet aux visiteurs de découvrir les parcours des sélections et clubs nationaux.

Ce musée jette la lumière sur l'histoire du football national à partir de 1906, en exposant des photographies et des trophées de football de manière à permettre à tous de prendre connaissance des réalisations des joueurs marocains.

Belaïd Bouimid honoré à Rabat

Le vendredi 5 avril 2024, à Rabat, l'Agence Marocaine Antidopage (AMAD), en collaboration avec l'association de la Marocaine des Journalistes Sportifs (MJS), a organisé une soirée spéciale dédiée à Belaïd Bouimid, véritable légende du journalisme sportif au Maroc. Cet événement, organisé en plein mois du Ramadan, a débuté par un ftour suivi par une soirée empreinte de chaleur humaine et de reconnaissance sincère. La salle résonnait des témoignages émouvants, reflétant l'impact profond que Belaïd Bouimid a eu sur le paysage sportif et journalistique du Maroc.

En tant que Doyen des journalistes sportifs, Belaïd Bouimid a gravé son nom dans l'histoire de la profession avec une plume passionnée et un dévouement sans faille. À travers ses récits captivants, il a su capturer l'essence même du sport marocain, partageant avec le public des histoires inspirantes et des moments inoubliables. Cette soirée a été bien plus qu'un simple hommage ; c'était un véritable témoignage de gratitude et d'admiration envers un homme dont la carrière a été marquée par son intégrité, sa passion et son professionnalisme exemplaires. Ses collègues, ses amis et ses admirateurs se sont réunis pour lui exprimer leur reconnaissance pour ses nombreuses années de service dévoué au journalisme sportif.



Équipe nationale du Maroc

Achraf Hakimi quittera le PSG

Élément cadre du Paris Saint-Germain, Achraf Hakimi pourrait bien quitter le club parisien l'été prochain. Selon les médias français, la direction anticipe un départ de l'international marocain et songerait à le remplacer par l'arrière droit de Chelsea, Reece James. En effet, Achraf Hakimi pourrait bien imiter son ami, Kylian Mbappé, et quitter le PSG au cours du prochain mercato. Selon les médias français, le club parisien pense déjà à la suite et anticipe le départ de l'international marocain du club. À en croire les informations de «Football Transfers», Achraf Hakimi ne serait pas contre un retour à Madrid, alors que le couloir droit du leader de la Liga est tenu par Dani Carvajal (32 ans). De ce fait, la direction du club

français prospecte pour un remplaçant, et l'aurait trouvé en la personne de Reece James. L'Anglais de 24 ans, régulièrement blessé ces dernières saisons et auteur d'une saison timide en termes de temps de jeu – 9 apparitions, 1 passe décisive –, pourrait en effet s'en aller à la fin de la saison, alors que Chelsea tente de se mettre en règle avec le fair-play financier, après avoir dépensé sans compter depuis plusieurs mercatos. Reste que l'élément déclencheur d'une telle opération serait le départ d'Achraf Hakimi, qui n'est pour l'instant pas acquis. Le Marocain, sous contrat avec le PSG jusqu'en 2026, pourrait poursuivre l'aventure à Paris, notamment si le Real Madrid, occupé avec Kylian Mbappé et Alphonso Davies, ne bouge pas sur le dossier lors du mercato estival de 2024.



Mondial 2030

Amrabat déclare sa fierté



Le milieu de terrain de l'équipe nationale et de Manchester United, Sofyan Amrabat, a confié dans une récente déclaration au site des Red Devils qu'il était fier que le Mondial 2030 se joue en partie au Maroc. L'international marocain a assuré que le Royaume disposait d'infrastructures de grande qualité et en construisait d'autres. Élément clé de l'équipe nationale lors du Mondial 2022 au Qatar, Sofyan Amrabat a évoqué l'organisation par le Maroc de la Coupe du monde 2030 en compagnie de l'Espagne et du Portugal. S'exprimant dans le cadre d'une déclaration accordée au site officiel de son

club, Manchester United, le milieu de terrain de 27 ans s'est dit fier que le Royaume accueille cet événement planétaire. «Je suis très enthousiaste à l'idée que le Maroc coorganise le Mondial 2030. Je pense que tous les visiteurs qui viendront au Maroc vont passer du bon temps en raison de la météo, de la culture et de la qualité des infrastructures hôtelières et sportives déjà sur place et de celles qui seront construites pour le mondial», a confié Amrabat. À noter que Sofyan Amrabat devrait quitter Manchester United au cours du mercato estival, car le club mancunien ne souhaite pas activer l'option d'achat, incluse dans son accord avec la Fiorentina.

Amine Adli prévoit la victoire du Maroc à la CAN 2025

L'ailier de l'équipe nationale et du Bayer Leverkusen, Amine Adli, a confié dans d'une récente déclaration accordée au media Qatari «beIN Sports» qu'il faudrait tout faire pour gagner la CAN 2025 qui se joue au Maroc. Le joueur de 23 ans a estimé que la pression serait très forte sur l'équipe nationale, mais que celle-ci devra tout faire pour garder le Trophée au Royaume. Rendez-vous important du calendrier footballistique national, la Coupe d'Afrique 2025, qui se joue au Maroc, occupe déjà les pensées des joueurs de l'équipe nationale. C'est le cas de l'ailier du Bayer Leverkusen, Amine Adli, qui a révélé, lors d'une déclaration accordée récemment au media Qatari «beIN Sports», que le Trophée de la CAN 2025 ne devrait pas quitter le sol national. «La prochaine édition de la CAN se joue à la maison. Il y aura une forte pression sur l'équipe nationale, mais nous allons tout faire pour gagner, garder le Trophée à domicile et rendre heureux et fier le peuple marocain qui mérite ce genre de bonheur, car j'ai rarement vu un peuple apporter un soutien aussi indéfectible que les Marocains», a avoué le jeune joueur de 23 ans. Adli a poursuivi en affirmant que le Maroc figurait parmi les cinq meilleures équipes du continent. «Il faut avouer que nous disposons de joueurs de grande qualité, ce qui fait de nous une des cinq meilleures équipes d'Afrique», a souligné l'ancien joueur de Toulouse.



Corriger l'injustice par le hasard



Par Abdelhak Najib
Écrivain-journaliste

Dans ce même jeu de vérité-mensonge, vous trouverez toujours une catégorie humaine, très portée sur la véracité. Elle ne laisse échapper aucune occasion pour faire l'apologie de l'attendrissante faculté des hommes à jouir de leurs vérités. Dans le même registre, d'autres vous diront de surtout ne pas croire ses amis quand ils vous demandent d'être sincère avec eux. Ils espèrent seulement que vous les entretenez dans la bonne idée qu'ils ont d'eux-mêmes...

Une personne de mon entourage divisait les êtres en trois catégories : ceux qui préfèrent n'avoir rien à cacher plutôt que d'être obligés de mentir, ceux qui préfèrent mentir plutôt que de n'avoir rien à cacher, et ceux enfin qui aiment en même temps le mensonge et le secret. Dans quelle case vous situez-vous, cher lecteur ? Vous me diriez peut-être : les mensonges ne mettent-ils pas quelques fois sur la voie sacrée de la vérité ? Tout aussi vrai qu'un fait est oublié dès qu'il a succombé à l'insistance que met l'esprit à le considérer comme ni vrai ni faux. C'est d'ailleurs là la même démarche de l'esprit qui fait que plus un homme s'accuse et

plus il a le droit de vous juger. Mieux, il vous provoque à vous juger vous-même, ce qui le soulage d'autant. En somme, tout est question de prisme. Même le mensonge est vérité pour peu qu'on veuille y mettre tout le zèle de la conviction. Tout comme toute vérité est mensonge puisqu'elle peut céder sa place à son contraire pour peu que l'on ait l'humeur de celui qui n'aime pas plonger dans le même fleuve deux fois. Ici, aucune dialectique de pacotille paraphrasant Héraclite d'Ephèse. Non, il n'est question que de perception dans la vie et de points de vision. Certains appellent cela le champ oculaire. Et comme les hommes ne sont convaincus de vos raisons, de votre sincérité, et de la gravité de vos peines, que par votre mort, il faut se résoudre à l'idée que tant que vous êtes en vie, votre cas est douteux, vous n'avez droit qu'à leur scepticisme. On voit parfois plus clairement dans celui qui ment que dans celui qui dit vrai. La vérité, comme la lumière, aveugle. Le mensonge au contraire est un beau crépuscule qui met chaque objet en valeur. On y ajoute le crédit de la mortalité, est le tour est joué. Prenez un homme. Prenez tous les hommes. Ils laisseront échapper cent occasions de faire le bien pour une occasion de se mêler des affaires des autres sans qu'on le leur demande. Ils négligeront, ils oublieront de voir des opportunités, des occasions de richesse, de réputation, de bienfait et parfois même de méfait, mais ils ne manqueront jamais une occasion d'intervenir. Pourquoi, à votre avis, cher lecteur ? Un ami dira que trop de gens ont décidé de se passer de la générosité pour pratiquer la charité. À vous de voir. Dans ce même jeu de vérité-mensonge, vous trouverez toujours une catégorie humaine, très portée sur la véracité. Elle ne laisse échapper aucune occasion pour faire l'apologie de l'attendrissante faculté des hommes à jouir de leurs vérités. Dans le même registre, d'autres vous diront de surtout ne pas croire ses amis quand ils vous demandent d'être sincère avec eux. Ils espèrent seulement que vous les entretenez dans la bonne idée qu'ils ont d'eux-mêmes en les fournissant



d'une certitude supplémentaire qu'ils puiseront dans votre sincérité. Moi, je dis que pour ceux qui ont le satanisme vertueux, il faut habiter conjointement tous les cercles de l'enfer avec chambre sur vue du côté jardin du paradis. C'est la seule image possible pour vivre. Mais pour cela, encore faut-il exister. Ici me vient une image puisée quelque part dans un des romans de Soljenitsyne : un malade condamné par ses métastases est le seul à jouir de la vue sur le dehors dans cette grande salle-dortoir. Chaque jour, il décrivait à ses compagnons de maladie toute la luxure de ce jardin qui fleurit de l'autre côté des murs. Il parle de couples amoureux, de femmes belles se baladant au bras de leurs maris, d'enfants enjoués et bercés par le jeu, de ruisseaux argentés où l'on vient se mirer avant de s'étendre sur l'herbe humide. Des années passent et le jeune malade passe l'arme à gauche. On tire au sort celui qui prendra sa place près de la fenêtre. Un vieillard sur le retour tire sa chance. Il pose ses affaires sur le lit et regarde ce paradis tant décrit par le jeune défunt. Il découvre un terrain vague qui sert de poubelle où les détritiques forment des monticules aussi hideux que les tumeurs des malades. Il comprend alors tout le travail fait par ce jeune homme face à la laideur de la vie. Il se met sur le lit et quand on lui demande de raconter ce qui se passe dehors, il décrit les arbres qui

Comment faire quand on sait qu'au bout de toute liberté, il y a une sentence ? Mon ami dira que voilà pourquoi la liberté est trop lourde à porter, surtout lorsqu'on souffre de fièvre, ou qu'on a de la peine, ou qu'on n'aime personne. C'est là qu'un autre problème vient s'incruster : la conception même du grand espace face à soi et de soi dans son propre espace. Pour ceux qui ont le complexe du verrou, il faut corriger l'injustice par le hasard.

fleurissent, les plantes luxuriantes, les oiseaux qui voltigent, les couples transis par l'amour, l'enfance sans soucis, l'eau qui coule comme ce sang coagulé dans ses veines.

Mensonge ou vérité, alors ?

Aujourd'hui, l'humanité est frappée de lyrisme cellulaire. Tout est circonscrit. Les espaces se réduisent et enchâssent les hommes. Ce n'est pas plus mal dans un sens surtout que le cœur des hommes est tellement vide que le vent peut les emporter. Alors quelle parade face à la vacuité ? Un autre ami pourrait me dire que nul homme n'est hypocrite dans ses plaisirs. Il peut même m'expliquer que l'acte d'amour est un aveu, que l'égoïsme y crie, ostensiblement, que la vanité s'y étale ou bien la vraie générosité s'y révèle. Pour ceux qui ont déjà touché du doigt le suc même de la vie, la question ne se pose même plus. Ceux-là préfèrent coucher avec le mystère. Après un certain âge, tout homme est responsable de son visage, me dira toujours mon ami avant d'ajouter que dans ce calcul sur le mystère de la vérité et le caché du mensonge, il est parfois question de liberté. Mais la liberté c'est une corvée, une course de fond bien exténuante. Comment faire quand on sait qu'au bout de toute liberté, il y a une sentence ? Mon ami dira que voilà pourquoi la liberté est trop lourde à porter, surtout lorsqu'on souffre de fièvre, ou qu'on a de la peine, ou qu'on n'aime personne. C'est là qu'un autre problème vient s'incruster : la conception même du grand espace face à soi et de soi dans son propre espace. Pour ceux qui ont le complexe du verrou, il faut corriger l'injustice par le hasard. Camus nous dira que la justice étant définitivement séparée de l'innocence, celle-ci sur la croix, celle-ci au placard, l'être humain a le champ libre pour travailler selon ses convictions. C'est là que le charme des êtres entre en jeu et opère la jonction entre la vérité, le mensonge, le mystère et la clarté. Vous savez ce qu'est le charme : une manière de s'entendre répondre oui sans avoir posé aucune question claire.

C'est cette denrée rare qui fait la différence. On l'a et on se permet de jouir de ses convictions. On ne l'a pas et on devient comme ce propriétaire russe qui faisait fouetter en même temps ceux de ses paysans qui le saluaient et ceux qui ne le saluaient pas pour punir une audace qu'il jugeait dans les deux cas également effrontée. Cas épineux qui pose un dilemme de conscience. Mais peut-être n'est-ce là qu'un ultime signe que les empires et les églises, comme d'ailleurs tous les lieux de culte, naissent à l'ombre, de l'injustice et de la mort.

Dans le cas inverse où l'on a du mal à se voir comme une source de dogme, on devient prophète. Que voulez-vous, on se prend volontiers pour un prophète lorsqu'on perd pied et quand on est convaincu du bien-fondé de ses convictions. Mais un prophète réfugié dans un désert de pierres, de brumes et d'eaux pourries, un prophète vide pour temps médiocres, un Elie sans messie, bourré de fièvre et d'alcool, le dos collé à une porte moisie, le doigt levé vers un ciel bas, couvrant d'imprécations des hommes sans loi qui ne peuvent supporter aucun jugement.

LA VÉRITÉ
laverite.ma

Directeur de la rédaction : Sanae El Amrani

Directeur de la Publication : Abdelhak Najib

Fondateur : Feu Abdallah El Amrani



- Rédacteur en chef : Hamza Abdelouaret
- National : Sanae El Amrani, Aziza Mesbahi
- Reporters : Mohammed Taoufiq Bennani (taoufiq.mo@gmail.com), Salima Serghini
- Chroniqueur : Jawad Kerdoudi, Taieb Jamaï, Taieb Dekkar, Docteur Imane Kendili

- Correspondant régional : Abdelkader Belcadi
- Bureau de Rabat : GSM : 06 52 02 15 76
- Infographiste : Mohammed Jibril
- Assistante de direction : Fatiha Lakmad
- Assistant de la rédaction : Noureddine Choukry
- Photos : MAP

- Technique et commercial : 96, Rue Alwahda, Mers Sultan, Casablanca
- Tél. : 05 22 47 22 86, 05 22 47 34 12
- Télécopie/Fax : 05 22 20 29 67
- N° de la Commission Paritaire : H.F/040-06